



Lettre 37 – Juillet 2022

La prochaine lettre sera publiée en fin Août 2022. Après des ennuis avec mon ordinateur, j'ai perdu une partie des adresses auxquelles j'adresse cette lettre, si vous avez connaissance de personnes l'ayant déjà reçue, ou désirant la recevoir, veuillez m'adresser un courriel, signalant ces personnes.

Le sondage du 27 juillet 2022 nous montre que nos cercles de silence doivent continuer, bien que les informations que nous diffusons et que nos opinions ne soient plus que le fait d'un petit cercle. Cela renforcera notre humilité. Mais cela diminuera peut-être les participants aux divers cercles qui se tiennent actuellement.

Michel Girard

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE.....	3
Bordeaux.....	3
Cornebarrieu.....	3
Marseille.....	3
Rennes saint-Jacques.....	3
France.....	4
Sondage sur l'immigration sur le territoire.....	4
les étudiants étrangers d'Ukraine.....	4
Activités proposées aux migrants durant l'été.....	5
Appels de la Cimade et autres ong.....	5
Un niveau de violences sans précédent aux frontières.....	5
Enfermement administratif des enfants.....	6
Bagnolet.....	6
Bayonne.....	7
Bearn.....	7
Calais.....	7
Calais et Grande-Synthe.....	8
Dunkerque.....	9
Gérardmer.....	9
Grenoble.....	9
Loon-Plage.....	10

Lyon	10
Menton	10
Nantes.....	11
Nîmes	11
Paris.....	11
Perpignan	12
Plougonver (côtes d'armor)	13
Rennes.....	13
Seine-Saint-Denis.....	13
Strasbourg	13
Toulouse	14
MANCHE	15
Grande opération jamais réalisée contre les passeurs de petits bateaux	15
MÉDITERRANÉE.....	16
Sea-Watch 3	16
Geo Barents.....	16
Ocean Viking.....	17
Libye	18
Tunisie.....	18
UNION EUROPÉENNE.....	19
Nouvelle vague de réfugiés.....	19
Allemagne	19
Belgique	20
Chypre.....	20
Hollande.....	20
Italie	21
Espagne	22
Italie	22
Lampedusa	22
Espagne	23
Grèce	24
Italie	25
ONU - Organisation internationale pour les migrants	26
EUROPE	27
Royaume-uni.....	27
Macédoine du nord.....	28
Serbie	29
AFRIQUE	29
Algérie.....	29

Congo.....	29
Maroc.....	30
Niger.....	31
AMERIQUES.....	32
Haïti.....	32
Mexique – USA.....	32
ASIE.....	32
Liban.....	32
Pays du Golf.....	32
A VOIR – A LIRE Témoignage.....	33
"Intégration", un film pour changer le regard sur la migration.....	33
Témoignage.....	33

CENTRE DE RÉTENTION ADMINISTRATIVE

BORDEAUX

Après une semaine pendant laquelle trois personnes ont tenté de se suicider, le samedi 9 juillet deux nouvelles tentatives effectuées par la même personne, en avalant la batterie de son téléphone portable. Mais il s'est raté. Le juge le menace de trois ans de prison. Il ne mange pas depuis 6 jours.

CORNEBARRIEU

Ces derniers temps, il y a une dizaine d'entrées par jour de sorte qu'on va vite atteindre la capacité max du CRA (environ 90 retenus). On est à 74 pour le moment. En plus il y a des travaux dans le CRA, avec de longues séances de marteau piqueur, très agréable. Pour pimenter le tout, les premiers cas de covid reviennent. Le secteur A est en septaine. Pas de visite. Pas de vols. Audiences JLD (juge des libertés et de la détention) en visioconférence pour les positifs et report des audiences au TA (tribunal administratif). Par contre on nous annonce que la septaine va sûrement être raccourcie.

MARSEILLE

La situation sanitaire est catastrophique dans le Centre de Rétention du Canet à Marseille. Entre la tuberculose et le covid, le manque de climatisation et d'eau fraîche, les prisonniers sont à bout et les autorités ne s'en préoccupent pas. Les prisonniers du peigne 1C et OC s'organisent et font la grève de la faim avec comme revendication leur libération. « C'est notre objectif. On ne reste pas dans un endroit où il y a toutes les maladies. ».

<https://mars-infos.org/on-reste-pas-dans-un-endroit-ou-il-6447>

RENNES SAINT-JACQUES

La Cimade indique qu'un cluster de personnes atteintes par le Covid a été déclaré au CRA de Rennes depuis le 26 juin 2022, « ayant pour conséquence une gelée des entrées, une annulation des vols et une interdiction des visites, au moins jusqu'au 16 juillet prochain. Les personnes testées positives et les personnes refusant de réaliser le test Covid sont isolées dans des bâtiments (H1 et H4) qui permettent le contact avec le reste des personnes retenues par le biais d'un grillage, augmentant les risques de contamination pour l'ensemble de la population du CRA. » Elle indique que certaines personnes retenues ont entamé une protestation contre les conditions de vie au centre de rétention,

notamment concernant la qualité de la nourriture qu'elles reçoivent. Des tensions seraient apparues au sein du CRA compte tenu des conditions d'enfermement.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/rennes-35000/covid-19-a-rennes-un-cluster-au-centre-de-retention-administrative-47630098-0208-11ed-8eb0-a8ab850b8757>

FRANCE

SONDAGE SUR L'IMMIGRATION SUR LE TERRITOIRE

Un sondage effectué par questionnaire auto-administré en ligne, les 26 et 27 juillet 2022, auprès d'un échantillon de 1.010 personnes âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de région et de catégorie d'agglomération, par l'institut CSA pour CNEWS révèle :

À la question posée : « Selon vous, faut-il réduire considérablement le flux d'immigration en France ? », 37 % des sondés ont répondu « oui, tout à fait » et 34 % « oui, plutôt », (20 %) « non, plutôt pas » et 8 % pour « non, pas du tout ». Les sympathisants de gauche ne souhaitent majoritairement pas une réduction du flux d'immigration (53 %), le résultat est tout de même mitigé. Les plus fortes proportions contre une telle mesure se retrouvant parmi les proches des Verts / Europe Ecologie (57 %) et des Insoumis (55 %). Au centre, 67 % des Français se prononcent pour une baisse. A droite, la réponse des sympathisants est sans appel avec, au global, 94 % de sondés en faveur d'une réduction considérable du flux d'immigration en France. Sans l'extrême droite, le taux est plus bas (90 %) mais reste très fort. D'ailleurs, les Républicains et le Rassemblement national ont le même pourcentage (97 %). L'âge n'est pas un facteur déterminant dans le résultat de l'enquête. Les résultats par catégories socio-professionnelles, les CSP+ (chefs d'entreprises, les artisans et commerçants, les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires...) sont moins enclins à réduire le flux d'immigration avec 64 % de oui, contrairement aux CSP- où 78 % veulent le réduire considérablement. Ce sondage de l'institut CSA intervient alors que, d'après un constat dressé par l'Observatoire de l'immigration et de la démographie, il n'y a jamais eu en France, sur la période récente, autant d'immigration que sous Emmanuel Macron et cela malgré la crise sanitaire. En France, 255.675 titres de séjour ont été accordés sous Emmanuel Macron, depuis 2017, un record depuis 2007, d'après les chiffres du ministère de l'Intérieur. Le gouvernement a indiqué vouloir muscler ses sanctions face aux criminels étrangers et refonder le droit d'asile. Le ministre de l'Intérieur, a annoncé le week-end dernier que les individus non-français coupables « d'actes graves » devraient être expulsés plus simplement.

<https://diasporaenligne.net/actualites-sondage-71-des-francais-favorables-a-une-forte-reduction-du-flux-dimmigration-sur-le-territoire/>

LES ETUDIANTS ETRANGERS D'UKRAINE

Environ un millier de jeunes qui suivaient des études supérieures en Ukraine ont débarqué en France après l'invasion russe, en février 2022. Beaucoup d'entre eux se sont vu refuser la protection temporaire de six mois renouvelable, accordée aux ressortissants ukrainiens, au motif que leur État d'origine n'est pas en guerre. Dimanche 3 juillet 2022, le préfet qui pilote la cellule interministérielle de crise sur l'accueil des Ukrainiens, a annoncé un **moratoire sur les expulsions** de ces étrangers. "Il a été décidé le 17 juin qu'aucune Obligation de quitter le territoire (OQTF) ne serait appliquée ni aucune nouvelle OQTF décidée, jusqu'à la rentrée universitaire. Un nouvel examen approfondi de leur situation va être fait, qui portera sur leur projet étudiant et leurs ressources". Les étudiants ont désormais un peu moins de trois mois pour régulariser leur situation et demander un visa étudiant. Pour la Cimade, qui continue de réclamer le même traitement que pour

les Ukrainiens, à savoir la protection temporaire. « *On verra en septembre ce qu'il en est et si les personnes concernées sont parvenues à s'inscrire* ». Le directeur de l'association France Fraternités, salue "*une première avancée allant dans le bon sens*". Il espère néanmoins que les conditions de ressources demandées pour l'obtention du visa étudiant ne représenteront pas un frein. "*Ce motif ne peut pas être un élément déterminant, car en Ukraine le niveau de vie est moins élevé et les besoins des étudiants étaient de fait, moindres qu'en France*". Il exhorte les autorités à traiter les dossiers au cas par cas pour ne "pas revenir à la case départ". Dans son interview au Monde, le préfet estime que le nombre de personnes éligibles au visa étudiant s'élève à 200 - sans préciser comment les autorités ont réussi à dégager ce chiffre. Les militants sont songeurs. "*Comment les sélectionnent-ils ? Je ne pense pas qu'il connaisse les dossiers des 1 000 étudiants étrangers*". Ces données avancées par l'État sont prématurées. "*Ces gens sont francophones et ont entamé des études en Ukraine. Il faut arrêter de se leurrer, ils ne repartiront pas dans leur pays car la guerre a brisé leur rêve professionnel. Il faut travailler sérieusement à un statut pour eux*".

ACTIVITES PROPOSEES AUX MIGRANTS DURANT L'ETE

Dans les régions de Paris et de Calais, plusieurs associations organisent gratuitement sorties, activités culturelles, sportives ou ateliers en tout genre à destination des migrants.

A Paris, l'association Kabubu, la Maison des réfugiés, Halte humanitaire de la Fondation de l'Armée du salut, la Maison des réfugiés, Centre d'entraide dédié aux personnes exilées (CEDRE), les Midis du Mie, Soul Food, Project Play, proposent : Football, basket, handball, boxe, natation, yoga, running, full dans, Taekwondo... Peinture, collages, sculpture sur argile, dessin, broderie, céramique, musique, chant, batterie, ping-pong, babyfoot, jeux de société, speedball ; sorties diverses telles que des visites de musées, des sorties à la piscine ou à Paris plage.

Dans les environs de Grande-Synthe, dans le nord de la France, l'association Project Play propose un large panel d'activités accessibles aux enfants de 0 à 18 ans qui vivent dans les camps informels de la région de Calais et de Dunkerque. Activités sportives, jeux de société, jeux de rôle, peinture, confection de bijoux, parmi d'autres ateliers créatifs... "Le but est de divertir les enfants, leur donner confiance et leur permettre de savoir qui ils sont". "Nous accueillons les enfants de toutes cultures, toutes origines et parlant toutes langues." Ces activités sont organisées tous les jours, sauf les samedis, de 14h à 17h, à Loon-Plage. Des sessions de jeux sont également organisées au Secours Catholique de Calais durant des après-midis dédiés aux femmes, le reste de l'année, les opportunités d'activités culturelles et artistiques sont plus importantes.

APPELS DE LA CIMADE ET AUTRES ONG

UN NIVEAU DE VIOLENCES SANS PRECEDENT AUX FRONTIERES

L'année dernière, 200 000 personnes auraient franchi une frontière de l'Union européenne sans papiers. Cela ne représente que 0,04% de l'ensemble de la population européenne.

Derrière ces chiffres, il y a autant de trajectoires de vies, dont les histoires et les parcours sont très divers. Sur leurs routes, ces femmes, hommes et enfants font parfois face à des contrôles et des re-foulements abusifs et violents.

Le 22 juin dernier, la Commission européenne se félicitait des progrès réalisés quant au Pacte sur l'asile et les migrations. Ce nouveau paquet législatif, toujours en cours de négociation au sein des instances européennes, poursuit une logique sécuritaire et répressive privilégiant la multiplication des dispositifs de tri, d'enfermement et d'expulsion aux frontières et reléguant au second plan les droits humains. A peine deux jours plus tard, un massacre raciste d'une violence inouïe avait lieu à la frontière maroco-espagnole, aux barrières frontières de Melilla. Une étape supplémentaire dans la guerre aux migrants, vivement dénoncée par les organisations des sociétés civiles européennes et africaines.

A quand une Europe plus solidaire et protectrice ?

En se focalisant sur des mesures sécuritaires visant à dissuader, repousser, traquer, fichier, maltraiter les personnes, les responsables des politiques migratoires français et européens confortent la perception que ces familles, ces femmes, ces hommes et ces enfants, seraient une menace pour l'Europe. Loin d'apaiser les peurs, ils ne font que légitimer les idéologies xénophobes et aggraver les fractures sur notre continent.

ENFERMEMENT ADMINISTRATIF DES ENFANTS

Appel de La Cimade, Unicef France, association Avocats pour la défense des droits des étrangers.

En 2021, la France était condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme pour avoir enfermé pendant onze jours une mère et son bébé de quatre mois, au centre de rétention du Mesnil-Amelot, et pour leur avoir infligé un traitement inhumain et dégradant. Le 25 mai 2022, le gouvernement demandait au Conseil de l'Europe de clore le suivi de cette affaire estimant qu'aucune mesure générale n'était requise, refusant ainsi de modifier la loi. Au même moment, 25 enfants étaient enfermés dans la zone d'attente de Roissy, 6 autres au Mesnil-Amelot. La plupart avaient moins de 13 ans. Depuis 2012 et la première des 9 condamnations de la France par la Cour européenne des droits de l'homme pour l'enfermement d'enfants en centre de rétention, au moins 33 786 enfants ont été placés en rétention (dont plus de 1 460 en métropole et l'immense majorité à Mayotte), auxquels il faut ajouter les centaines d'enfants maintenus aux frontières et les dizaines de mineurs isolés placés en rétention avant une décision définitive sur leur minorité en violation de la loi. Tous sont enfermés pour de simples raisons administratives, en violation du droit international et du principe d'intérêt supérieur de l'enfant. Pire encore, cette pratique s'est poursuivie durant la pandémie, alors même que plusieurs foyers épidémiques ont été déclarés dans les lieux d'enfermement, où la promiscuité favorise la propagation du virus.

Nous appelons le gouvernement et les députés nouvellement élus à interdire définitivement l'enfermement administratif des enfants et à élaborer des solutions conformes aux droits de l'enfant. C'est la recommandation clairement énoncée par le Comité des droits de l'enfant des Nations unies. C'est la seule façon d'éviter de nouvelles violations de la Convention européenne des droits de l'homme. C'est ce que demandent 177 000 personnes mobilisées lors de nos précédentes campagnes. C'est enfin le sens des contributions écrites que trois de nos organisations transmettent aujourd'hui au Conseil de l'Europe.

BAGNOLET

Dans le parc des Guilands, à cheval sur Montreuil et Bagnolet (Seine-Saint-Denis), 250 personnes vivent dans un campement, sous tente, depuis samedi 9 juillet 2022. Essentiellement des familles, certaines avec des nourrissons, et des femmes enceintes parfois proches du terme. Plusieurs ONG et associations d'aide aux migrants, dont Utopia 56, Médecins du monde, Pantin solidaire ou encore le collectif Solidarité migrants Wilson, ont appelé à manifester samedi entre le centre des ukrainiens de la porte de Versailles et la préfecture d'Ile-de-France *"pour demander à l'État de mettre à disposition des familles à la rue les lits vides dans ce centre"*, *"entre 300 et 500 places sont laissées vacantes chaque nuit"* dans le centre de la Porte de Versailles. À la suite de la manifestation, les familles ont donc décidé de changer de stratégie et de se rendre visibles, dans l'espoir d'être hébergées. *"On n'a nulle part où dormir donc on a voulu rester ici. On est fatigués de devoir bouger tout le temps. Là, on est dehors mais au moins, on est ensemble"*. Les familles ont décidé de rester à Bagnolet de manière fixe, et non de replier les tentes tous les matins. Depuis samedi, les familles du campement vivent grâce à la solidarité des habitants du quartier qui s'arrêtent régulièrement pour déposer au bord de la route des packs de bouteilles d'eau et de la nourriture. Mais l'accès à l'eau et à des sanitaires reste insuffisant. Les toilettes publiques du parc des Guilands ne suffisent pas. *"Le campement a vite grossi et le maire de Bagnolet commence juste à mettre le nez dedans, déplore Pierre Mathurin. Son*

adjoint nous a dit que sa position était de s'opposer à une évacuation sèche et d'interpeller la préfecture de région". Lundi 18 juillet 2022, dans la matinée, 317 personnes se trouvaient sur le campement ont été évacuées. Les personnes ont été dirigées vers des gymnases où leur situation administrative sera examinée. Elles doivent ensuite "être réorientées vers des hébergements adaptés à leur situation, que ce soit en Ile-de-France ou en province", indique la préfecture d'Ile-de-France. Vingt-deux femmes ont, elles, été accueillies au sein des locaux de la préfecture.

Mercredi 20 juillet 2022, sept travailleurs ont entamé une grève pour réclamer leurs salaires et leur régularisation. Ils font partie d'une équipe d'une vingtaine d'agents de l'hôtel IBIS, réquisitionné pour offrir un hébergement d'urgence à des sans-abri, lors de l'épidémie de Covid-19. Pour le compte d'une entreprise sous-traitante de Coallia, Gaba Global Service International, ils gèrent l'accueil, la livraison des repas et l'entretien du réfectoire. Ils disent aussi être chargés de faire des rondes de sécurité dans les étages. Ils travaillent de jour ou de nuit, souvent douze heures par vacation. Fait tout à fait notable : ils sont sans papiers et disent n'avoir jamais été déclarés. Ils expliquent aussi au Monde n'être payés qu'un mois sur deux en moyenne, sur la base d'un équivalent d'un salaire horaire de quelque 3euros.

https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/07/20/sans-papiers-ils-font-tourner-un-centre-d-hebergement-d-urgence_6135541_3224.html

BAYONNE

Un Espagnol de 47 ans, né à Saint-Sébastien, et un Français de 34 ans originaire de Bayonne résidaient tous les deux à Hendaye, dans le Pays basque. Pendant trois mois, chaque jour, ils convoyaient des exilés du siège espagnol de la Croix-Rouge d'Irun, au centre Pausa de Bayonne, structure dans laquelle les migrants séjournaient quelques jours avant de reprendre leur route. Jeudi 30 juin 2022, ils ont été condamnés à six mois de prison ferme par le tribunal judiciaire de Bayonne. Ils auraient transporté au total 120 personnes et récolté plus de 7 000 euros.

BEARN

Samedi 23 juillet 2022, l'association Vesna 64 a organisé une collecte à Idron près de Pau. Un convoi est parti avec notamment du matériel médical et des jouets pour les enfants. Les cartons sont préparés en fonction des demandes et des besoins. En Ukraine l'association Vesna64 dispose de contacts qui l'informent des besoins précis des hôpitaux, des familles d'accueil des orphelins ou encore du front. Les demandes sont précises, l'envoi aussi, il est extrêmement ciblé. *"Cela nous coûte 650 euros pour faire le convoi jusqu'à Tchernivtsi et ensuite on envoie par la nova post pour distribuer précisément aux endroits et aux personnes avec lesquelles on est en contact"* explique la vice-présidente de l'association. Sur chaque carton est inscrit en trois langues anglais, français, ukrainien ce qu'il contient, à l'intérieur, l'association glisse l'un des dessins réalisés par les enfants venus se réfugier en France. *"là, on a besoin de tout ce qui est pharmacie parce qu'il y a beaucoup de bombardements, donc beaucoup de blessés. C'est des choses qui stoppent le saignement, des antibiotiques, des désinfectants, des pansements, des fauteuils roulants, des béquilles". "il ne faut pas donner seulement des armes. Il faut aider les gens parce que le quotidien, c'est autre chose que se balancer des obus sur la tête"*.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/apres-cinq-mois-de-guerre-la-solidarite-pour-les-ukrainiens-continue-en-bearn-1658661854>

CALAIS

Une personne a été mise en examen, mercredi 29 juin 2022, pour homicides et blessures involontaires, mise en danger d'autrui et aide à l'entrée et au séjour d'un étranger en France en bande organisée. Elle a été placée en détention provisoire. Neuf autres sont présentées jeudi 30 juin 2022 à un juge d'instruction parisien dans l'enquête sur le naufrage de migrants dans la Manche qui avait fait 27 mort fin, novembre 2021. Elles risquent également la mise en examen.

L'interdiction de distribuer de la nourriture aux migrants dans le centre-ville de Calais a pris fin le 2 mai 2022. Le 10 septembre 2020, le préfet de la région avait annoncé l'interdiction de *"toute distribution gratuite de boissons et de denrées alimentaires pour mettre fin aux troubles à l'ordre public et limiter les risques sanitaires liés à des rassemblements non déclarés"*. Les autorités estimaient alors que les distributions de repas des associations non mandatées par l'État étaient *"caractérisées par le non-respect des mesures de distanciation sociale dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, qu'elles créent des nuisances et que des déchets sont laissés sur place"*. En Mai 2022, la préfecture justifie sa décision par une amélioration du contexte sanitaire. *"Cet arrêté avait pour objectif de prévenir les risques liés au Covid-19 et aux troubles à l'ordre public. La situation à Calais n'a pas nécessité, à ce stade, de le renouveler"*. "On a la preuve avec cet argument avancé par la préfecture pour y mettre fin que le prétexte initial était fallacieux", pour l'Auberge des migrants. Ces derniers jours, la France est en effet confrontée à une septième vague de coronavirus avec plus de 160 000 cas recensés le 7 juillet 2022, soit une hausse de 21% sur une semaine. Un chiffre jamais enregistré depuis fin avril. Mais pour les ONG, l'arrêté n'a en réalité plus lieu d'être car en pratique, les distributions de nourriture dans le centre-ville de Calais sont devenues mission impossible. Les bénévoles se plaignent d'être continuellement entravés dans leurs activités. Ils dénoncent l'augmentation des verbalisations intempestives, notamment pour stationnement gênant et *"interdiction de stationner"* installés près des lieux de distribution des associations. *"Nos actions sont aussi compliquées à maintenir qu'avant. Les petites interdictions multipliées partout font que l'interdiction générale de distribuer des repas n'est plus utile"*. Actuellement, environ un millier d'exilés survivent à Calais en attendant de pouvoir passer en Angleterre en montant à l'arrière des camions ou en traversant la Manche. Si l'été, les conditions de vie y sont un peu moins difficiles qu'en plein hiver, les associations alertent sur des difficultés d'accès à l'eau potable dans la région. Un seul point d'eau existe dans la ville, insuffisant quand le territoire national est soumis à des fortes chaleurs.

CALAIS ET GRANDE-SYNTHE

L'accès à l'eau a toujours été un énorme souci à Calais, mais lorsque l'été arrive et que la chaleur s'installe, le problème s'aggrave. Alors que la majorité des campements se trouvent aujourd'hui en dehors de la ville, les deux seuls robinets (dans le centre-ville et près de la zone industrielle des Dunes) sont difficilement accessibles à pied. La distribution d'eau est assurée par la Vie active qui distribue 1 500 à 2 500 litres d'eau par jour via des robinets sur ses camionnettes ainsi que des jerrycans de cinq litres, des quantités révisées à la hausse par la préfecture en cas de fortes chaleurs. *"Ils ont calculé 5 litres d'eau par personne et par jour alors que les recommandations de l'ONU sont de 20 litres par jour et par personne"*. " [Les distributions] ont lieu à des endroits précis donc il y a une inégalité d'accès pour les personnes qui doivent marcher 40 minutes pour venir récupérer de l'eau". L'association Calais Food Collective a installé des cuves d'eau potable de 1 000 litres sur cinq lieux de vie autour de la ville de Calais. Les bénévoles les remplissent plusieurs fois dans la journée, selon les besoins. "La quantité d'eau distribuée fluctue énormément en fonction de la météo. S'il ne fait pas beau, on va en distribuer environ 5 000 litres, mais s'il fait chaud, on atteint les 10 000 litres". De plus en plus de cuves sont percées, généralement au couteau et, depuis plus récemment, à la perceuse. *"En l'espace d'un mois, on a eu quatre cuves endommagées. On réfléchit à un moyen de les réparer parce qu'une cuve c'est quand même 129 euros"*. Toute la journée, les bénévoles effectuent des allers-retours entre le point d'eau mis à disposition par la ville de Dunkerque et le camp, pour apporter environ 14 000 litres aux exilés. *"Tous les matins, on regarde combien il reste d'eau dans les cuves sur les camps. En ce moment, chaque jour, il ne reste rien. Donc les gens n'ont jamais de l'eau en continu. Il y a une coupure jusqu'à ce que l'on arrive"*. À Grande-Synthe, comme à Calais, l'eau est aussi un problème pour les douches que les chaleurs estivales rendent encore plus indispensables. À Calais, La Vie Active assure cinq jours par semaine le transport des migrants qui le souhaitent vers des douches, à l'extérieur du centre-ville. Une offre insuffisante, estiment les associations, vu les quelque 1 200 personnes qui vivent actuellement dans les environs de Calais. La préfecture du Pas-de-Calais, elle, estime leur nombre à 600. À Grande-Synthe en revanche, la logistique des douches repose quasi-exclusivement sur l'association Roots qui ne peut proposer que trois douches par semaine pour environ 60 personnes. Le dispositif est complété, le

dimanche matin, par un accès aux douches d'un gymnase que la municipalité ouvre aux migrants.

Dimanche 24 juillet 2022, des expulsions ont eu lieu sur sept lieux de vie différents. Plusieurs tentes et couvertures ont été emmenées par les autorités, un constat quasi-quotidien. *"Un policier demande à d'autres exilés de récupérer la tente de quelqu'un qui a le bras cassé", "Les CRS prennent une tente à quelqu'un qui finit par la récupérer"*. A Calais, ces effets personnels peuvent parfois être récupérées à la Ressourcerie, sans garantie. Depuis près de 10 ans sur le littoral calaisien : *"Les gens sont forcés de passer le fossé avec leurs tentes. Ils se réinstallent avant même le départ des CRS"*. La confiscation des tentes, en cette période de fortes chaleurs, présente un risque supplémentaire, pour l'association Médecins du Monde. *"Avec ces températures, on préconise beaucoup de choses pour la population globale : s'hydrater, rester à l'ombre... Les personnes exilées n'ont pas cette possibilité, elles survivent dans des tentes, et les évacuations réalisées toutes les 48h en moyenne à Calais engendrent un vol des effets personnels et une saisie des tentes. De fait, des personnes se retrouvent sans aucune possibilité. C'est particulièrement inquiétant."* Les médecins bénévoles craignent notamment des cas d'insolation et de déshydratation

DUNKERQUE

Le tribunal de Dunkerque a jugé irrecevable la requête de Six migrants qui avaient demandé à la justice de reconnaître l'illégalité du démantèlement de deux camps à Grande-Synthe, dans le nord de la France, en octobre 2021. Les plaignants réclamaient réparation à la ville pour le préjudice moral et matériel subi. Dans son délibéré rendu mardi, le tribunal juge l'action des six migrants, irrecevable par "défaut d'intérêt à agir", invoquant "l'absence d'élément permettant d'établir" que les requérants "ont fait l'objet des expulsions" concernées. "Ni la qualité d'occupant (...) ni même la présence sur les lieux lors des opérations" d'expulsion "ou antérieurement à celles-ci ne sont confortées par aucun élément du dossier", relève le tribunal. L'avocat des migrants, a mis en cause un "dysfonctionnement de la justice" dans cette affaire. "Dès le début, l'huissier n'a pas cherché à identifier les personnes" visées par les expulsions, ce qui a abouti à "placer mes clients hors-droit", a-t-il déploré. Pour l'avenir, "nous allons tenter de contraindre l'huissier à identifier les personnes" visées par les expulsions ».

GERARDMER

Début mars 2022, une ukrainienne fuit Kiev. Jeudi 21 juillet 2022, presque 5 mois après l'ouverture du conflit russo-ukrainien, elle ne compte pas rentrer au pays, pour l'instant. Elle fait partie de la quinzaine de réfugiés accueillis en ce moment au centre de Gérardmer. *"J'attendais mon fils resté en Ukraine, c'est à ce moment-là que je devais trouver une solution pour rester au centre d'accueil, pour être là à son arrivée"*, explique-t-elle. Elle a trouvé un travail sur place. La fédération médico-sociale (FMS), en charge du centre d'accueil, lui a proposé un poste de maîtresse de maison sur place. Elle gère tout ce qu'elle peut au quotidien, avec ses compatriotes accueillis à Gérardmer. *"Au nom de tout le monde, je remercie ceux qui nous aident !"* Depuis début juin 2022, son fils est même arrivé dans les Vosges, mais elle compte continuer son travail. *"Ça se passe très bien mais j'espère que son contrat se terminera bientôt, parce que son souhait, c'est de rentrer"*, confie la directrice de la FMS. Son contrat prendra fin le 15 août, date à laquelle le centre sera transféré à Saint-Dié, dans un lieu encore inconnu pour .nt 534 dans les Vosges à être actuellement réfugiés, dont 206 mineurs. Parmi ces enfants, 171 seront à l'école, au collège ou au lycée en septembre prochain. *"L'accueil massif quasi inopiné que l'on a pu connaître n'est plus de mise. On est dans une autre situation"*, explique le préfet des Vosges. Le but est donc désormais de trouver des solutions sur le long terme, le temps que ce conflit perdurera.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/au-centre-d-accueil-de-gerardmer-les-refugies-ukrainiens-continuent-d-apprendre-la-vie-en-france-1658421222>

GRENOBLE

Malgré la demande de l'association Tous migrants et de la sœur de la victime, le procureur général de Grenoble a indiqué dans un courrier qu'il n'envisageait pas de saisir la chambre de l'instruction pour rouvrir l'enquête sur la mort Blessing Matthew, une jeune Nigériane décédée en

2018 dans les Alpes. *"Cette décision du Procureur Général, qui tient en quelques lignes et qui a été prise en très peu de temps, balaye tous les éléments nouveaux apportés par notre enquête"*, déplore Tous migrants qui entend poursuivre les démarches dans cette affaire.

LOON-PLAGE

La dernière opération de démantèlement mandatée par la préfecture a créé la polémique : alors que la température avoisine les 40 degrés, l'une des cuves d'eau fournie et alimentée par l'association Roots est enlevée du campement principal, alors que l'expulsion se déroule sur un autre site et malgré un accord oral passé avec les associations. Douze heures plus tard, la cuve est restituée, et la préfecture communique sur une *erreur* de l'huissier envoyée sur les lieux. *"C'est sans doute les réseaux sociaux qui ont fait pression pour que cette cuve soit ramenée. Elle était juste partie à la poubelle, on l'a nettoyée et désinfectée et on a pu la remettre en service deux jours après"*. Contactée pour savoir si, après cette erreur, des consignes claires avaient été données pour le maintien des cuves d'eau lors des évacuations, la préfecture du Nord n'a pas souhaité donner suite à la demande. Les associations, elles, disent ne pas avoir été démarchées. Le 27 juillet 2022, une nouvelle expulsion a eu lieu autour de Loon-Plage. *"Nous avons fournis des jerricanes aux personnes vivants loin du camp principal. Cela nous permettait de passer une fois par jour avec le camion pour remplir ces jerricanes, explique le collectif Roots. Ce matin, ces jerricans ont été perforés par les autorités. Cet incident intervient une semaine après que la prise "par erreur" du point d'eau"*. Pourtant, l'accès à l'eau est reconnu par l'ONU comme un droit humain fondamental, et, en France, la loi de 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques dispose que *"l'usage de l'eau appartient à tous et chaque personne physique, pour son alimentation et son hygiène, a le droit d'accéder à l'eau potable"*.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/hauts-de-france/pas-calais/calais/refugies-a-calais-et-loon-plage-les-confiscations-de-tentes-se-poursuivent-malgre-la-chaleur-denoncent-les-associations-2587624.html>

LYON

Le centre de formation Edumotiv a transformé quelques bureaux en salle de classe pour une vingtaine d'ukrainien. Ces cours sont pleins. Certains apprennent plus vite et peuvent dire quelque chose de facile. En effet, c'est frustrant de ne pouvoir dire ce que l'on veut car on n'a pas mes mots pour le dire ! pour les 24 réfugiés, le cours s'arrête le 29 juillet. Mais il reprendra en septembre. Actuellement ce sont des enseignants bénévoles qui assuraient la formation.

<http://www.coordination-urgence-migrants.org/medias/files/20220720-progre-s-rho-ne-villeurbanne-canicule-le-gymnase-enghien-transforme-en-centre-d-accueil-de-jour-pour-les-sans-abri-copie.pdf>

Lancé en octobre dernier par la Ville de Lyon, le dispositif « zéro enfants à la rue » n'atteint toujours pas ses objectifs, malgré la mise à disposition du parc immobilier communal. Bien que l'opposition dénonce un « effet de communication », la majorité écologiste n'entend pas y renoncer, même si elle n'a pas tous les leviers en main pour parvenir à ses fins.

<https://mail.google.com/mail/u/0/#inbox/FMfcgzGpHHKDBcQZPnwFNzFGCFZSRHJM>

MENTON

Vers 1h du matin dimanche 17 juillet 2022, deux personnes ont été renversées le long de l'autoroute A8 près de Roquebrune-Cap-Martin, proche de l'Italie. Un homme a succombé à ses blessures sur les lieux de l'accident, tandis que la femme qui l'accompagnait a été transportée à l'hôpital dans un état grave, selon la préfecture des Alpes-Maritimes, confirmant une information de Nice matin. Les deux piétons auraient tenté de traverser les voies quand la voiture "circulant en direction de l'Italie" est arrivée dans cette zone peu éclairée. Les corps ont été retrouvés sans documents d'identité, laissant penser que ces personnes étaient entrées en France de manière illégale. *"Cet accident [est] survenu dans un secteur où les passeurs déposent fréquemment des migrants"*, signale la préfecture. Une enquête a été ouverte pour identifier les deux exilés, qui "semblent assez jeunes".

NANTES

L'association AMI (Accompagnement migrants intégration), pilier de l'aide aux exilés à Nantes, va définitivement fermer ses portes à la fin du mois de juillet 2022 après 16 ans de bons et loyaux services. La liquidation financière de la structure, qui compte sept salariés et épaulé 1 400 personnes (700 contrats de travail décrochés l'an passé), devrait être ordonnée par le tribunal ce mardi 19 juillet. Dans la quasi-indifférence générale des pouvoirs publics. L'état a décidé d'annuler les crédits initialement promis dans le cadre d'actions dédiées aux réfugiés et aux exilés bénéficiant d'un titre de séjour. Motif de la volte-face : les subventions allouées dans le cadre de ce programme d'accompagnement doivent uniquement « profiter » aux réfugiés ou aux exilés bénéficiant d'une protection internationale (comme les ressortissants ukrainiens), disposant de titres de séjour provisoire. Les salariés lancent un SOS ce mercredi 13 juillet pour secouer les consciences et réclament une entrevue avec un représentant de la préfecture. Un conseiller municipal élu nantais de la majorité, souhaite que l'État ouvre le marché du travail aux demandeurs d'asile, sitôt le dépôt d'une demande de titre de séjour.

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/nantes-44000/a-nantes-une-manifestation-pour-ne-pas-voir-l-ami-pilier-de-l-aide-aux-migrants-disparaitre-69576fb0-01f2-11ed-8eb0-a8ab850b8757>

NIMES

Un jeune migrant camerounais de 19 ans, a décroché son BAC mention très bien. Il a quitté son pays à l'âge de 14 ans, et a d'abord fait une année blanche, sans être scolarisé. En France depuis 2019, il a son Bac Pro (prospection valorisation de l'offre commerciale), avec une "mention très bien" d'une moyenne de 17,53. La rectrice de la région l'a invité pour le féliciter. Il a reçu la palme de l'excellence. Sur « parcoursup », a été accepté dans 13 établissements dont les 2 facs de Nîmes. Il attend la réponse son renouvellement de titre de séjour. Sans ça, il ne pourra pas faire ses études l'année prochaine. Il remercie en premier lieu l'association nîmoise, qui l'a toujours soutenu. *"Ils m'ont appris à m'adapter. A comment se comporter en société, même en classe. Le système est différent de chez nous. En Terminale, le premier semestre, j'ai eu une moyenne de 16." Au deuxième semestre, il dit avoir un peu craqué : " Le stress, le fait de penser à la régularisation. J'ai baissé à 14 de moyenne, mais je n'ai pas lâché prise, grâce aux conseils de l'association. Ils m'ont dit de travailler, de ne pas penser à la régularisation, m'ont dit : continue de bosser, la France adore les gens travailleurs. Si tu lâches, tu donnerais raison à certains. On a eu le résultat de la mention Très bien." "Il ne faut pas se le cacher, certains ont une mauvaise image de nous. Je tiens à leur dire : Nous nous sommes là pour un lendemain meilleur, on veut aussi devenir des hommes, participer à l'évolution de la société, contribuer à la richesse de ce pays. Jusqu'à la preuve du contraire, si on nous donne les moyens, on va faire de grandes choses. "*

PARIS

La soixantaine de jeunes exilés, en majorité originaires d'Afrique subsaharienne, qui vivent, depuis le 28 mai 2022, près de l'opéra sous les rares arbres de l'esplanade. Utopia56 avait installé une trentaine de tentes aux yeux de tous, locaux comme touristes pour rendre visible ces jeunes, tous mineurs en recours. L'association réclame la création d'un dispositif d'hébergement global pour les migrants dans cette situation. *"Entre la décision de Paris, et la réponse du tribunal, il peut se passer entre six mois et un an, voire plus. Nous voulons deux choses : que les autorités reconnaissent la présomption de minorité, pour ne plus faire vivre ce calvaire aux jeunes, et que des hébergements leur soient réservés »*. A Paris, il n'existe actuellement qu'un seul lieu d'accueil pour ces mineurs en recours, d'une capacité de 40 places, *"il est totalement sous-dimensionné"*. Surtout, l'endroit ferme ses portes à la fin de l'année 2022. Il y a donc urgence à trouver des solutions. Dormir est très difficile : à cause du bruit incessant de la circulation – de jour comme de nuit - et des températures caniculaires de ces dernières semaines. La mairie promet un nouveau bâtiment plus grand, de près de 100 mineurs en recours. Mais *"Le point de blocage, c'est son financement" : "La mairie exige que l'État 'prenne sa part' et mette la main au portefeuille. Alors que la ville est, pour nous, tout aussi responsable : si ses évaluations de minorité n'étaient pas si défailtantes, il n'y aurait*

pas autant de mineurs à la rue. Ce qu'il faut, c'est une solution conjointe".

Pendant plus de cinq heures, dimanche 17 juillet 2022, environ 400 personnes ont investi un centre réservé aux déplacés ukrainiens, porte de Versailles, au sud de Paris. Coordonné par le collectif d'aide aux migrants La Chapelle debout, le groupe était composé d'étudiants, de militants d'Extinction Rébellion et de nombreux exilés. La plupart sont originaires d'Afrique de l'est et d'Afghanistan. Parmi eux, se trouvaient plusieurs femmes dont certaines enceintes ou accompagnées de leurs enfants. Avec cette action, les manifestants entendaient dénoncer la différence de traitement entre les personnes ayant fui l'invasion russe en Ukraine et les migrants d'autres nationalités. Les premiers sont hébergés par l'État via des dispositifs exceptionnels et bénéficient d'une protection temporaire de six mois renouvelables, quand les seconds sont, pour beaucoup, contraints de dormir dans des camps à Paris ou dans le nord de la France. Dans un communiqué, les militants et les exilés dénoncent des "pratiques d'apartheid" et des logiques "racistes". Le statut administratif de nombre de ces migrants les exclut d'une prise en charge dans les centres d'hébergements gérés par les autorités : c'est notamment le cas des Dublinés, dont la demande d'asile dépend du premier pays d'arrivée en Europe (le plus souvent la Grèce, l'Italie ou l'Espagne), et qui se retrouvent dans un no man's land administratif pendant plusieurs mois. Les primo-arrivants peuvent aussi passer des jours à la rue en attendant de trouver un rendez-vous en préfecture et de pouvoir bénéficier d'un toit le temps du traitement de leur demande d'asile. Enfin, des réfugiés statutaires viennent également grossir les rangs des personnes vivant dans les campements informels, car ils ne trouvent pas d'appartements dans les logements sociaux ou dans le parc locatif privé. À cela s'ajoute un manque de places significatif dans le Dispositif national d'accueil (DNA), souvent saturé. *"La différence entre eux et nous est flagrante. Dans le centre, il y a des toilettes, des jeux pour enfants et des bureaux pour faciliter leurs démarches administratives. On n'a jamais eu ça". "Nous, on a été accueillis dans la rue par la police, les évacuations de camps à répétition et les jets de gaz lacrymogène. Les Ukrainiens ont droit à des structures spéciales quand nous on est obligés de passer par la case rue".* L'arrivée en France d'environ 100 000 Ukrainiens en cinq mois et l'accueil qui leur a été réservé a mis en lumière le "deux poids deux mesures" orchestré par les autorités, selon les militants. "On donne la preuve qu'"accueillir" est un choix politique, et pas une alternative qui dépendrait des moyens", signale La Chapelle Debout dans son communiqué. Plusieurs associations, dont Utopia 56 et Médecins du Monde, ont manifesté le 9 juillet pour réclamer un *"hébergement pour tous, quelle que soit leur nationalité". "hébergement pour tous, quelle que soit leur nationalité.* Alors que des sites ont ouvert dans l'urgence pour accueillir les ressortissants ukrainiens - fermés depuis en raison d'une baisse des arrivées - et que des places sont toujours disponibles à porte de Versailles, les associations déplorent que "dans le même temps, plusieurs centaines de personnes dorment à la rue. L'adjoint chargé de l'hébergement d'urgence et de la protection des réfugiés à la mairie de Paris, avait vivement critiqué ce choix, rappelant que l'hébergement des migrants relève de la compétence de l'État, et non de la Ville. *"C'est bien de mobiliser des places pour les Ukrainiens mais quand ces structures sont vides, on peut les attribuer à des familles non-ukrainiennes tout en balayant l'argument d'un site non adapté. "Un gymnase n'est pas plus adapté qu'un hall dans un centre d'exposition",* assurait l'élu. La manifestation de dimanche aura-t-elle plus de retombées que les griefs formulés par la mairie ? Les migrants ont obtenu un rendez-vous à la préfecture, prévu pour mardi 19 juillet 2022. Une liste doit être adressée au préfet avec les noms des personnes ayant besoin d'un logement.

PERPIGNAN

Lundi 18 juillet 2022 dans le centre-ville de Perpignan, des Français, Espagnols et Italiens se sont rassemblés pour faire entendre leur mécontentement au-delà des frontières : *"Solidarité avec les sans-papiers !"*. Un membre de l'association « Tous les Immigrés 66 », s'insurge : *"La Méditerranée est devenue un cimetière, les migrants meurent aussi à Calais et sur les frontières des Alpes. Ils meurent aussi ici... On veut alarmer car tout le monde sait ce qu'il se passe mais les gouvernements européens n'en ont rien à faire et continuent leur politique."* Les manifestants réclament la liberté de circulation et d'installation. Ils dénoncent aussi les causes de départ des pays. Selon eux, le problème puiserait sa source dans les politiques néolibérales et coloniales. Les paysans

fuients car leurs terres sont accaparées par l'exploitation minière, les pêcheurs partent aussi car les traités leur sont défavorables. Et les politiques européennes ne suivent pas pour leur offrir un accueil convenable. « *Suite à la Guerre en Ukraine, nous voyons qu'il est possible d'ouvrir des couloirs humanitaires, nous savons que ces fermetures de l'espace Schengen sont illégales. Nous reculons dans le respect des traités et nous avançons dans le non-droit des personnes à se déplacer.* » Un grand rassemblement des associations de solidarité est prévu à Bruxelles le 30 septembre 2022.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/pyrenees-orientales/perpignan/perpignan-des-manifestants-dans-les-rues-contre-les-politiques-migratoires-2583696.html>

PLOUGONVER (CÔTES D'ARMOR)

Des associations d'aide aux exilés, organisent une soirée festive à Plougonver (Côtes-d'Armor), le samedi 23 juillet 2022 pour financer le séjour proposé par les associations à 31 jeunes mineurs isolés, afin de leur permettre de bénéficier d'une semaine de vacances. Ces jeunes sont hébergés par des familles d'accueil en attendant d'avoir une situation stable. Pour leur permettre de s'évader et soulager les familles d'accueil, les associations d'aide aux exilés organisent chaque année, depuis quatre ans, une semaine de vacances qui se conclut par une soirée festive. Les associations rappellent par ailleurs qu'elles sont toujours en recherche de familles d'accueil pour héberger, le temps de quelques jours, mois, un jeune, afin de lui offrir une stabilité.

<https://www.ouest-france.fr/bretagne/plougonver-22810/plougonver-soiree-festive-au-dibar-pour-soutenir-les-refugies-25a385fe-0460-11ed-96d1-e951efc4fb01>

RENNES

Les élus de la majorité rennaise communiquent : *"Jamais nous n'avons connu autant de familles en grande vulnérabilité dans les parcs et les rues de notre ville. Personnes âgées, enfants lourdement handicapés, diabétiques, épileptiques ou encore femmes enceintes et nourrissons, il semblerait que pour l'Etat, plus aucun critère de vulnérabilité ne prévale".* Lors de la visite du ministre de la Santé, François Braun, les élus rennais l'ont interpellé. *"Il parle de personnes vulnérables qu'il faut protéger. Dans le Code des Affaires sociales et familiales, il est écrit noir sur blanc que l'Etat a l'obligation de mettre les personnes vulnérables à l'abri. Si des nourrissons, des femmes enceintes ou des personnes en fauteuil ne sont pas vulnérables, alors qui l'est ?"* dit la coprésidente du groupe écologiste et citoyen de la ville de Rennes. Le 6 juillet 2022, l'Allemagne a adopté un projet de loi pour régulariser 130 000 personnes immigrées. *"On pourrait faire la même chose",* suggère-t-elle. *"Les 950 personnes que nous prenons en charge seraient régularisées, auraient un travail, un toit, retrouveraient leur dignité. Il y a plein d'emplois à pourvoir remarque-t-elle et les gens qui vivent ici depuis des années, ne partiront pas."* *"Seule cette régularisation permettra de désengorger les dispositifs de mise à l'abri ;* affirme le communiqué. *Nous, élus, craignons qu'il n'y ait un drame, nous refusons de nous habituer à l'indignité et à la violence faites à ces personnes."*

SEINE-SAINT-DENIS

Prenant acte des décisions rendues par le Conseil d'Etat le 3 juin 2022, le juge administratif a annulé, le 6 juillet 2022, les décisions du préfet de Seine-Saint-Denis qui imposaient l'utilisation d'un téléservice pour les demandes de titre de séjour. Il a donné à la préfecture un délai d'un mois pour faire connaître les solutions alternatives et les modalités d'accompagnement qu'elle compte mettre en œuvre

STRASBOURG

Lundi soir 11 juillet 2022, la mairie de Strasbourg et la préfecture du Bas-Rhin ont avoir trouvé un compromis à propos de la soixantaine de migrants présent sur la place de l'Étoile depuis plusieurs semaines. Le temps pressait puisque c'est de cette place que doivent être tirés les feux d'artifice du 14

juillet. La mairie s'est occupée de l'évacuation, sans uniforme, sans policier. Ce sont les travailleurs sociaux, déjà connus des migrants, ainsi que des agents de la ville qui ont fait le tour des tentes ce mardi après-midi pour proposer un hébergement dès ce mardi soir **dans** un des gymnases de Strasbourg. Sur place, les services de la mairie seront présents, ainsi que les services de la préfecture pour des entretiens et des évaluations avec les migrants : savoir par exemple où en sont leurs dossiers, leurs demandes de papiers, pour ensuite leur proposer une prise en charge, c'est à dire un logement pérenne. État et mairie veulent aller vite pour que les migrants ne soient pas dans le gymnase lors de la canicule annoncée ces prochains jours et éviter également l'éventuel pont du 14 juillet.

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/strasbourg-vers-une-solution-pour-les-migrants-de-la-place-de-l-etoile-1657631682>

TOULOUSE

"Mouktar a envie de travailler, il est serviable, il a envie d'aider et il est extrêmement compétent. On aimerait en avoir mille, des Mouktar", la directrice de l'entrepôt toulousain de Rentrée Discount, n'a pas de mots assez forts pour qualifier son employé modèle. Voilà deux étés que Mouktar enchaîne ce travail saisonnier de manutentionnaire où il se démène. Le profil de cet employé de 25 ans, originaire du Tchad et détenteur d'une carte de séjour, est validé en mai dernier par la préfecture auprès de l'entreprise. Mercredi 20 juillet 2022, il est à son poste, tôt le matin comme d'habitude. Quand tout à coup, un collègue l'appelle à l'aide : un chauffeur, qui vient livrer de la marchandise dans l'entrepôt, vient de faire un malaise sur le parking. Ce livreur est en arrêt cardiorespiratoire. Guidés par le SAMU au téléphone, Mouktar et son collègue Mamadou se relaient pour lui prodiguer un massage cardiaque. *"Cela nous met en panique, le monsieur devient tout violet"*. Quelques minutes plus tard, miracle : le chauffeur revient à la vie grâce à leurs massages. Les deux hommes s'en occupent jusqu'à l'arrivée des secours. Un peu sonnés mais soulagés, Mouktar et ses collègues reprennent le service. Quelques heures après l'évacuation de la victime par les secours, Mouktar est subitement entouré par au moins trois policiers, sur son lieu de travail. Stupéfaction pour la directrice de l'entrepôt, surtout venant de cet employé modèle. *"Je suis allée les voir et ils m'ont indiqué qu'ils étaient de la police et qu'ils avaient besoin de Mouktar pour la journée. Je leur demande si c'est par rapport à ce qu'il s'est passé ce matin. Les policiers me disent que non, ça n'a rien à voir et qu'ils l'emmènent au poste"*. Deuxième surprise quand elle comprend que cette arrestation est liée aux papiers de Mouktar, qui ne seraient pas en règle. L'entreprise a l'habitude d'employer des personnes munies d'un titre de séjour, en toute conformité. Spécialisée dans les fournitures pour la rentrée scolaire, Rentrée Discount a un gros pic d'activité l'été : l'entreprise passe de 30 salariés en juin et jusqu'à 400 en août. Tous les salariés de l'entrepôt toulousain sont sidérés de voir leur collègue quitter son poste, encadré par des policiers, juste après ce sauvetage. *"Cela m'a beaucoup déstabilisé, après tout ce qui venait de se passer"*. Depuis, Mouktar est au centre de rétention administrative (CRA) de Cornebarrieu et attend son passage devant un juge au tribunal judiciaire de Toulouse, vendredi 22 juillet à 14 heures. *"Cela me fait beaucoup de peine d'apprendre que quelqu'un comme ça puisse être expulsé du pays (...) et en plus, juste après avoir sauvé la vie d'un homme."* Dit la directrice de l'entrepôt. Tous les salariés ont souhaité signer une pétition en soutien à Mouktar. Une pétition qu'elle compte bien présenter à l'audience, ainsi qu'une lettre de soutien qu'elle a rédigée. Elle de l'entrepôt veut vanter les qualités de son employé pour qu'il ne soit pas renvoyé au Tchad, un pays dirigé par une junte militaire. Il y aura passé 48 heures avant d'être libéré pour comparaître devant le juge des libertés et de la détention. Selon son avocate, les circonstances de l'interpellation n'auraient pas répondu aux prescriptions légales. C'est notamment ce qui lui a permis d'être remis en liberté en attendant de faire une nouvelle demande de régularisation. le député (Nupes) de la 1^{re} circonscription de Haute-Garonne a décidé d'agir rapidement pour permettre au jeune homme de rester en France. « Il a contacté le préfet ». « Il va me tenir informé, mais la situation pourrait se décanter assez vite... »

GRANDE OPERATION JAMAIS REALISEE CONTRE LES PASSEURS DE PETITS BATEAUX

Un coup de filet international a été lancé, mardi 5 juillet 2022, dans cinq pays européens pour démanteler un réseau de passeurs qui organisait des traversées de la Manche pour des migrants désireux de rejoindre l'Angleterre. Des opérations de police ont été effectuées en Allemagne, France, Belgique, Grande-Bretagne et Pays-Bas. Cette opération, coordonnée par Europol et Eurojust, a mobilisé un grand nombre de policiers. En Allemagne, 18 personnes ont été interpellées. Elles "sont soupçonnées d'avoir participé à l'entrée clandestine d'étrangers en bande organisée". Au total, 36 perquisitions ont été menées dans plusieurs régions allemandes. Osnabrück est considérée comme une importante base arrière des réseaux de passeurs vers la Grande-Bretagne, avait indiqué en avril une responsable de la Police aux frontières française. Aux Pays-Bas, cinq personnes ont été interpellées. Ce réseau de passeurs, essentiellement kurde irakien, aurait organisé, "ces 12 à 18 derniers mois", la traversée de "jusqu'à 10 000 personnes sur des bateaux pneumatiques" vers le Royaume-Uni.

Dix-huit arrestations ont eu lieu en Allemagne, neuf en France, six aux Pays-Bas et six au Royaume-Uni. Au total, trois membres importants au sein du réseau ont été interpellés mardi en Allemagne, a fait savoir Europol à InfoMigrants.

En échange de la traversée, les suspects demandaient en moyenne 2 500 à 3 500 euros par personne, une somme qui variait selon la nationalité des migrants. D'après les premiers éléments de l'enquête, jusqu'à 15 embarcations pouvaient être envoyées presque en même temps. Certaines branches du réseau étaient, par ailleurs, chargées de récupérer des grandes quantités d'équipements nautiques, à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Au cours des 18 derniers mois, environ 10 000 migrants auraient rejoint le Royaume-Uni par ce biais. Un business juteux dont le chiffre d'affaires est estimé, pour l'heure, à 15 millions d'euros. "On estime que le réseau représentait à peu près la moitié du marché du trafic de migrants avec l'aide de bateaux pour traverser la Manche". Les policiers ont également saisi plus de 1 200 gilets de sauvetage, environ 150 bateaux en caoutchouc, près de 50 moteurs, quelque 40 000 euros en espèces, des armes à feu, des voitures et de la drogue.

Pour venir à bout de ce réseau, Europol et son partenaire judiciaire, Eurojust, ont coordonné une "task force" européenne, comprenant les autorités de la Belgique, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. Ce travail d'équipe a conduit à l'arrestation, en novembre 2021, de 15 membres du même réseau par les autorités françaises. Nouvelle avancée en mai dernier, quand les autorités britanniques ont arrêté un membre important du groupe, entraînant l'identification de 70 suspects. Enfin, l'arrestation des 39 suspects mardi a permis le démantèlement du groupe criminel. Le groupe criminel, "actif depuis au moins octobre 2020" et qui comptait parmi ses membres des personnes d'origine irako-kurde, était "bien structuré", précise l'agence européenne. Ses "cellules logistiques" étaient implantées en Allemagne et aux Pays-Bas. Depuis le Royaume-Uni, le réseau réalisait des transferts de fonds via un système bancaire alternatif.

Mercredi 29 juin 2022, 86 personnes ont été arrêtées par les autorités françaises en mer.

Dans le **détroit du Pas-de-Calais** dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 juillet 2022, puis un peu plus tard dans la journée, 166 personnes ont été secourues en quelques heures. La première intervention a eu lieu dans la nuit au large du Touquet pour un canot transportant 47 migrants. Près

de Fort-Mahon, 33 personnes ont ensuite été prises en charge, puis 21 autres dans le secteur de Calais. Enfin, 43 naufragés ont été secourus au large d'Hardelot. Ces 144 exilés ont débarqué au port de Boulogne-sur-Mer où "ils ont été pris en charge par la Police aux frontières (PAF) et les Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) en fin de matinée". En début d'après-midi, une autre embarcation en détresse a été repérée par les autorités. Les sauveteurs ont alors porté assistance à 22 personnes. Un des naufragés, très affaibli, a dû être évacué par hélicoptère à l'hôpital. Les 21 autres ont accosté à Boulogne-sur-Mer. Arrivés au port, plusieurs migrants se trouvaient en état d'hypothermie car "ils ont sauté du bateau pour permettre aux femmes et aux enfants de rester à bord de l'embarcation et éviter qu'elle ne prenne l'eau".

Près de 440 migrants ont été récupérés en une seule journée par les autorités britanniques après leur départ des côtes françaises, lundi 11 juillet 2022. Ils étaient à bord de 15 canots, selon la presse britannique. Tous les rescapés devraient être transférés dans le centre de Manston. Ce nouveau sauvetage porte à plus de 13 700, le nombre de personnes ayant traversé la Manche et atteint l'Angleterre depuis le début de l'année 2022. Les autorités tentent quotidiennement d'empêcher les départs. Mais l'immensité de la zone côtière à surveiller ne permet pas d'appréhender les petits canots qui partent souvent de nuit, silencieusement et rapidement. "Ce que l'on voit le plus souvent maintenant, ce sont des embarcations semi-rigides qui peuvent contenir entre 20 et 40 personnes", selon la porte-parole de la préfecture de la Manche et de la mer du Nord. Il y a d'ailleurs "des traversées quasiment tous les jours". Et ce, malgré les annonces de renvoi à l'autre bout de l'Afrique.

Les sauveteurs de la SNSM du Tréport (Seine-Maritime) et de Cayeux-sur-Mer (Somme) ont été appelés ce samedi 23 juillet, vers 6H15, par le CROSS Gris-Nez, afin de venir en aide à 48 personnes en perdition au large de la Baie de Somme. Tout le monde a pu être secouru. Parmi les 48 passagers du bateau clandestin, on compte cinq femmes et trois enfants. D'après le responsable des sauveteurs permanents de la SNSM, le moteur de leur bateau est tombé en panne au large de la Baie de Somme, d'où leur appel de détresse. "Nous avons pris en charge 38 personnes sur notre vedette, 10 sur le Zodiac de nos collègues de Cayeux. Quelques-uns étaient en légère hypothermie, mais ils étaient surtout très fatigués. Ils ont dormi au retour." C'est la première fois que la SNSM du Tréport est sollicitée pour ce genre de mission. A leur arrivée au Tréport, les exilés ont été pris en charge par les pompiers avant d'être présentés à la police aux frontières.

<https://www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/les-sauveteurs-du-treport-et-de-cayeux-sur-mer-sauve-48-exiles-en-perdition-au-large-de-la-baie-de-1658585805>

MÉDITERRANÉE

SEA-WATCH 3

Il a secouru 101 migrants dans la matinée du samedi 23 juillet 2022, , environ 220 lors de deux opérations dans l'après-midi, : 106 dans la soirée, soit plus de 400 personnes en seulement 12 heures. . Le dernier sauvetage a eu lieu dimanche 24 juillet 2022 au matin avec la prise en charge de 16 exilés. En 24 heures 444 migrants ont été sauvés. Dimanche soir, cinq migrants ont été évacués par les garde-côtes italiens et ramenés sur la terre ferme : une femme enceinte accompagnée de son mari, ainsi qu'un enfant gravement brûlé et ses parents. Avec 439 exilés à son bord, le Sea Watch 3 est remonté au nord après sa dernière opération et naviguait lundi après-midi près de la Sicile, à la recherche d'un port sûr pour débarquer les naufragés.

GEO BARENTS

Lors d'un sauvetage difficile, « on l'a sorti de l'eau, il [un bébé] ne respirait plus. Un des sauveteurs l'a saisi immédiatement pour lui faire un massage cardiaque, il lui tapait dans le haut du dos pour le réanimer. Au bout d'un temps qui m'a paru infini, le bébé s'est mis à crier dans les bras de l'humanitaire. ». Un jeune Togolais de 17 ans était un des seuls à savoir nager. Il a secouru des

dizaines de personnes en les aidant à s'accrocher aux débris du canot. Il a secouru la mère de l'enfant dans un premier temps, puis a vu le nourrisson dans l'eau, l'a récupéré et l'a confié, au hasard, à un homme accroché à un bout de bois - qui l'a hissé sur son épaule. Le jeune de 17 ans est ensuite retourné aider d'autres migrants qui ne savaient pas nager. Ce jeune est un héros ! La mère et le bébé vont bien. Ils ont été secourus tous les deux. Vers 2h du matin, le Geo Barents a demandé l'évacuation en urgence du nourrisson par mesure de sécurité. Il a été transporté avec sa mère vers un hôpital de Malte. Avant cela, l'opération de sauvetage s'est terminée vers 18h. Le navire a débarqué les 71 rescapés, dont certains sont "très faibles". *"Au moins 15 % des survivants souffrent de brûlures moyennes à graves et nécessitent un suivi supplémentaire"*, a fait savoir le chef de l'équipe médicale MSF à bord. Tous sont "traumatisés et très choqués" par le naufrage. 15 personnes ont été secourues. Au total, ils sont maintenant 306 rescapés à bord. Le navire humanitaire réclame un port de débarquement d'urgence pour mettre en sûreté toutes ces personnes, dont les souffrances psychologiques et physiques nécessitent qu'elles soient ramenées à terre. Le dimanche 3 juillet 2022, le navire a reçu l'autorisation de débarquer les survivants, dans le port de Tarente, dans le sud de l'Italie. Mardi 26 juillet 2022 en début d'après-midi, l'équipage a porté assistance à 20 personnes d'une petite vedette rapide en détresse. Dans la matinée, 48 exilés à bord "d'un canot pneumatique en perdition dans la zone de recherche et de sauvetage libyenne" ont également été secourus. Dans la nuit de lundi 25 à mardi 26, deux nouveaux sauvetages ont été effectués : 13 migrants ont été sauvés "d'un bateau en fibre de verre" puis 76 autres "d'un bateau en bois surpeuplé". Dans l'après-midi, 53 exilés avaient déjà pris place sur le Geo Barents après avoir été secourus dans les eaux maltaises. En clair, ce sont 209 naufragés qui ont été pris en charge par le navire de MSF en à peine 24 heures, parmi lesquels une femme enceinte, une cinquantaine de mineurs dont une fillette de deux ans, un nourrisson d'un mois et un autre de 20 jours.

OCEAN VIKING

Dans la soirée du dimanche 3 juillet 2022, l'Ocean Viking, a porté secours à 63 personnes, en détresse en mer Méditerranée. L'embarcation en bois était surchargée, en mauvais état et menaçait de couler à tout moment. Le canot a été secouru dans les eaux maltaises. Ce n'est pas la première fois que les autorités de Malte, en charge des secours dans leur secteur maritime, ne se déplacent plus pour porter assistance aux canots de migrants à la dérive. Généralement, les navires humanitaires n'arrivent jamais en entrant en contact avec La Valette, ni pour se faire aider lors des opérations de sauvetage, ni pour un éventuel débarquement des rescapés dans un port maltais. Avec ce septième sauvetage en moins de 10 jours, l'Océan Viking compte désormais à son bord 291 personnes.

Le navire a accosté mercredi 6 juillet 2022 à Pozzallo, en Sicile, vers 9h. Parmi les 306 migrants se trouvent 53 femmes, dont quatre enceintes, et 87 mineurs isolés. Le plus jeune des rescapés est âgé de seulement 9 mois. *"Certaines des personnes rescapées ont passé plus de 60 heures à la dérive en mer avant d'être secourues par nos équipes"* « Les premières personnes qui débarquent sont les cas médicaux et les mineurs non accompagnés ». À leur arrivée sur le sol italien, les migrants débarqués seront interrogés par la police et des relevés d'empreinte digitale seront pris. Certains seront ensuite envoyés dans des structures d'accueil où ils pourront déposer des demandes d'asile, d'autres dans des centres de rétention afin d'être expulsés du territoire.

Dimanche soir 24 juillet 2022, 73 migrants à bord d'un canot "partiellement dégonflé en mauvais état" avaient été pris en charge par l'équipage et mis en sécurité sur le navire. Quelques heures plus tôt, l'Ocean Viking avait déjà porté secours à 108 et 87 exilés entassés dans deux "embarcations pneumatiques surpeuplées". Plusieurs d'entre eux ne portaient pas de gilets de sauvetage, malgré les risques d'une telle traversée. Parmi les rescapés se trouvent de nombreuses femmes, plus de 100 mineurs isolés et un bébé d'un an. Une nouvelle fois, Alarm Phone a joué un rôle essentiel dans ces sauvetages, en avertissant le navire humanitaire de la présence de certains de ces canots en difficulté en mer. L'Ocean Viking était toujours lundi après-midi 26 juillet 2022 au large des côtes libyennes mais il devrait bientôt rejoindre les eaux italiennes dans l'espoir d'accoster rapidement dans un port du pays.

LIBYE

De très nombreux migrants originaires d'Afrique subsaharienne se rendent en Libye dans l'espoir d'y trouver du travail ou bien de rejoindre l'Europe. Mais le voyage, et notamment la traversée du Sahara durant laquelle les exilés sont totalement dépendants de leurs passeurs, est extrêmement dangereux. Sur la route, il est fréquent que des véhicules transportant des migrants tombent en panne ou que les trafiquants se perdent, et abandonnent leurs passagers par crainte des postes de contrôle ou des patrouilles militaires, notamment nigériennes. Les corps de 20 migrants ont été retrouvés par les services de secours de la ville de Koufra, mardi 28 juin, dans le désert libyen, à 120km de la frontière tchadienne. Les corps se trouvaient sur le sable, autour et sous un pick up noir. "Le chauffeur s'est perdu...et nous pensons que le groupe est mort il y a environ 14 jours étant donné que le dernier appel téléphonique passé depuis un portable dans cette zone remonte au 13 juin".

Quatre-vingt-trois migrants, à la dérive, ont dû attendre 9 jours en détresse avant de voir arriver une assistance. Ce retard dans le sauvetage a provoqué la mort de 22 personnes originaires du Mali, dont trois enfants. 61 exilés qui se trouvaient dans le même bateau ont survécu et ont été pris en charge par les garde-côtes libyens, vendredi 1er juillet 2022. Certains étaient dans un état grave, souffrant de déshydratation et d'hypothermie. Trois ont été transférés à l'hôpital de Zaouia par le personnel de l'OIM présent au port. Les autres ont été envoyés dans des centres de détention libyens. La plupart des rescapés sont maliens mais on compte aussi des Libériens, des Guinéens et des Sierra-Léonais. Le canot avait quitté la ville de Zouara, ville de l'ouest libyen connue pour être un lieu de départ d'embarcations de migrants, le 22 juin 2022. Le porte-parole de l'OIM pour la Méditerranée, a estimé que "*ces morts pourraient être évités*". Pour lui, "*l'insuffisance du système de recherche et de sauvetage en [mer] est de plus en plus évidente*".

L'Autorité de soutien à la stabilité (ASS), une nouvelle milice très organisée, créée en janvier 2021 et répondant directement aux ordres du gouvernement de Tripoli se distingue par des méthodes particulièrement brutales. Passages à tabac, coups de fouet à l'aide de tuyaux d'arrosage, humiliations... Les accusations d'exactions perpétrées par cette milice sont nombreuses. Très présente sur les côtes, la milice est désormais impliquée dans les opérations d'interceptions de migrants en mer, au même titre que les garde-côtes. En Libye, passages à tabac et humiliations sont monnaie courante pour les migrants retenus dans des centres de détention après avoir été interceptés en mer. Mais cette nouvelle milice a ceci de spécial que ses agissements, tout comme les lieux où elle opère sont tenus à l'abri des regards. Contrairement aux autres prisons du pays, contrôlées par le ministère de l'Intérieur, qui sont régulièrement visitées par l'ONU, celles-ci restent secrètes. Selon des sources officielles, l'ASS, organe du gouvernement, profiterait pourtant indirectement du soutien financier de l'Union européenne (UE). Depuis 2015, l'UE a donné plus de 500 millions de dollars au gouvernement de Tripoli pour l'aider à freiner les départs de migrants vers l'Europe. En somme, le gouvernement libyen détournerait ces fonds pour financer cette milice sur laquelle ni l'Europe ni l'ONU n'ont de droit de regard, précise un ancien responsable des garde-côtes libyens. Le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a confirmé l'existence de cette milice ainsi que son fonctionnement en totale opacité. "*Ni le HCR, ni les autres agences de l'ONU ou d'autres organisations internationales n'ont accès aux centres de détention dirigés par l'ASS. Nous n'avons pas non plus accès aux personnes durant les activités de débarquement [après des interceptions de bateaux de migrants en mer] et ne pouvons mener des opérations de premiers secours [auprès d'elles].*"

TUNISIE

Lundi 18 juillet 2022, les garde-côtes tunisiens ont annoncé avoir porté secours à 455 migrants, au cours de 37 opérations de sauvetage dans la nuit de dimanche à lundi, au large des côtes nord, est et sud du pays. "*Dans le cadre de la lutte contre l'immigration irrégulière, des unités de la garde nationale dans le nord, centre, est et sud, ont déjoué 37 tentatives de franchissement*" des frontières maritimes. Au cours de ces opérations, "*455 personnes ont été secourues, dont 289 de*

plusieurs nationalités d'Afrique sub-saharienne, le reste étant des Tunisiens », selon le porte-parole de la garde nationale.

UNION EUROPÉENNE

NOUVELLE VAGUE DE REFUGIES

L'Union européenne doit se préparer à l'arrivée de nouvelles vagues de réfugiés poussés par une crise alimentaire mondiale, aggravée par la guerre en Ukraine, a averti lundi 12 juillet la directrice par intérim de l'agence Frontex. Outre les Ukrainiens, *"nous devons nous préparer aussi pour les réfugiés venant d'autres régions à cause de l'insécurité alimentaire"*. Cela inquiète l'UE qui défend depuis des années une politique répressive à l'égard des migrants pour enrayer le flux d'arrivée de migrants africains, moyen-orientaux et asiatiques. Comme la guerre en Ukraine a stoppé la production de blé du pays, les prix flambent et le risque d'une crise alimentaire mondiale guette notamment les pays africains et moyen-orientaux. La Tunisie et l'Égypte par exemple pourraient bien, à cause du conflit en cours, manquer de pain, aliment de base pour des millions de personnes. (En 2021, la Tunisie a consommé 2,42 millions de tonnes de blé (tendre et dur), alors que la production locale atteignait seulement 682 600 tonnes.) Cela pourrait pousser encore davantage de personnes à quitter leur pays. Car la crise économique et le manque de perspectives professionnelles sont parmi les raisons qui entraînent, chaque année, des milliers de candidats à l'exil à prendre la mer, au péril de leur vie. Le Haut-Commissaire aux réfugiés de l'ONU a également averti en juin que sans réponse à la crise alimentaire provoquée par la Russie, le record de 100 millions de personnes déplacées dans le monde allait encore grossir

ALLEMAGNE

Le nombre de logements disponibles pour les réfugiés nouvellement arrivés fond *"comme neige au soleil"*, a affirmé la sénatrice berlinoise chargée de l'Intégration, du Travail et des Affaires sociales. Au-delà de la vague de déplacés ukrainiens arrivés en Allemagne depuis l'invasion russe, le besoin de Berlin en nouveaux logements pour les migrants n'a cessé d'augmenter ces dernières années. Berlin disposerait actuellement de moins de 200 logements disponibles dans les quelques 75 centres d'accueil. Pour le journal TagesSpiegel, sur 25 915 places dont dispose la Ville, seules 854 sont encore disponibles. Ce manque de places pourrait contraindre les migrants à se retrouver dans des installations temporaires. La qualité des logements proposés par la Ville pourrait également être revue à la baisse. La pénurie touche particulièrement les familles nombreuses ayant besoin d'être logées dans la même structure. En mai 2022, quelque 1 080 demandeurs d'asile sont arrivés à Berlin. Environ 200 personnes supplémentaires ont débarqué via le programme du gouvernement pour l'Afghanistan et ont également dû être hébergées, a indiqué la sénatrice. Le nombre de réfugiés en provenance d'Ukraine est de 450 à 750 par mois, ce qui signifie que quelque 1 700 à 2 000 places d'hébergement devraient être mises à disposition chaque mois. Enfin, de nombreux Berlinoises qui avaient proposé d'accueillir des Ukrainiens au début de la guerre commenceraient à retirer leurs offres. Les personnes arrivant actuellement, doivent ainsi se tourner vers des logements collectifs.

Un ex-officier allemand d'extrême droite, 33 ans, qui s'était fait passer avec succès pour un réfugié syrien, a été condamné, vendredi 15 juillet 2022, à cinq ans et demi de prison pour avoir fomenté un attentat. Son procès avait débuté en mai 2021, et après plus d'un an de débats, il a été reconnu *"coupable de planification d'un acte de violence grave menaçant la sûreté de l'État"*. Ce militaire, lieutenant, et stationné dans la base franco-allemande d'Illkirch, près de Strasbourg en France, était accusé notamment d'avoir préparé un attentat inspiré par une idéologie d'extrême-droite, et de détention illégale d'armes.

Pour la première fois dans l'histoire politique allemande, la chambre basse du Parlement **compte trois députés d'origine africaine**. L'un a émigré à Halle, à 12 ans, et vit à Francfort, il a rejoint en 2011 le parti social-démocrate SPD, de l'actuel chancelier Olaf Scholz, vainqueur des élections législatives l'an dernier. Au Bundestag, il est membre de la commission des Finances et de celle des Affaires numériques, deux de ses domaines de prédilection. Un autre était devenu en 2013 le premier député d'origine africaine. Arrivé en ex-Allemagne de l'Est (RDA) dans les années 1980 depuis le Sénégal grâce à une bourse d'études, il a étudié la chimie à Halle jusqu'à obtenir un doctorat. Il siège à la commission des Affaires étrangères et à celle du Développement. Une troisième est née en 1974 à Asmara, la capitale de l'actuelle Érythrée. A 10 ans, elle et sa famille fuient la guerre d'indépendance érythréenne pour se réfugier en Allemagne. Elle est d'abord hébergée dans un centre d'accueil avec de nombreuses autres familles. Elle a étudié le droit et a ouvert un cabinet d'avocats spécialisé dans le droit d'asile. La députée se dit frustrée par le faible nombre de réfugiés qui obtiennent un statut de résident en Allemagne. *"C'était frustrant de se heurter à ce système, j'ai senti que je devais m'engager pour un changement politique."* Elle est membre du parti des Verts depuis 2009 et a été pendant cinq ans conseillère municipale à Cassel, et représente son parti au sein de la commission des Affaires culturelles.

BELGIQUE

La police a ciblé mardi 19 juillet la branche belge d'un réseau de passeurs afghans qui acheminait clandestinement en Europe des migrants, par voie terrestre ou maritime, a indiqué le lendemain le parquet d'Anvers. Une fois en Belgique, ces exilés afghans et pakistanais étaient contraints de rembourser les dettes liées à leur voyage en se livrant à "des activités illégales parmi lesquelles la revente de drogues". Mardi matin 21 juillet 2022, cinq suspects ont été inculpés et écroués. Plusieurs passeurs utilisent par ailleurs le sol belge comme base arrière, pour notamment stocker du matériel.

CHYPRE

À Chypre, il est possible de travailler un mois après le dépôt d'une demande d'asile. Pour exercer ce droit, un demandeur d'asile doit s'enregistrer immédiatement, passé ce délai, auprès des Services Publics de l'Emploi et demander un permis de travail. Mais les critères pour obtenir ce permis sont très sélectifs : "Il faut d'abord pouvoir justifier d'une adresse. C'est le serpent qui se mord la queue : vous voulez un travail pour vous payer un logement mais on vous demande d'avoir un logement pour travailler". D'autres obstacles se dressent pour les candidats à l'emploi. Outre les réticences des employeurs à embaucher des demandeurs d'asile, le marché du travail est limité à des secteurs qui demandent peu de qualification : l'agriculture, la gestion des déchets, la production alimentaire (dans les abattoirs notamment), le nettoyage, la restauration, l'hôtellerie. *"La plupart des demandeurs d'asile se voient proposer des emplois de nuit, or le manque de transport public la nuit freine leurs opportunités d'embauche."* Pour les études on ne parvient pas à s'inscrire, ou du moins à comprendre les démarches à entreprendre. Techniquement, une fois le statut de réfugié obtenu, une personne étrangère a accès aux mêmes emplois que les citoyens chypriotes. Mais il faut, en moyenne, compter trois ans pour qu'une procédure de demande d'asile aboutisse. L'indemnité s'élève à 365 euros pour une personne pour couvrir le logement, la nourriture, l'habillement et les charges. "Cette somme est en deçà du revenu minimum garanti. C'est en dessous du seuil de pauvreté, ce qui rend les demandeurs d'asile à risque d'être exploités et de se retrouver sans abri." Résultat : le nombre de personnes à la rue est en augmentation dans le pays depuis 2017. Depuis le début de l'année 2022, plus de 12 000 nouvelles demandes d'asile ont été enregistrées dans le pays, selon des chiffres du HCR. Elles s'ajoutent aux 24 915 dossiers toujours en attente et aux 6 752 autres qui sont en procédure d'appel.

HOLLANDE

La semaine dernière, le secrétaire d'État à l'Asile a annoncé que le gouvernement prévoyait de loger les migrants sur des bateaux de croisière. Les autorités envisagent d'amarrer trois

grands navires dans leurs ports, voire de les ancrer au large si ces énormes bateaux ne trouvent pas de place à quai. Le premier devrait être fonctionnel dès le mois d'août, le deuxième en septembre et le troisième en novembre. Chaque navire pourra héberger environ un millier de demandeurs d'asile. Cette alternative aux centres d'accueil traditionnels a été proposée pour pallier le manque de places dans les structures déjà existantes. "Tous nos logements sont débordés et très encombrés", a expliqué au média Bloomberg un porte-parole du ministère de la Justice et de la Sécurité, qui estime que la situation a atteint un stade "aigu". Ces dernières semaines, des centaines de demandeurs d'asile, dont des familles, ont été contraints de dormir sous une tente ou à même le sol à l'extérieur du centre de Ter Apel, au nord-est des Pays-Bas. Des images qui ont créé la polémique dans le pays. Les établissements des Pays-Bas ont été submergés par les déplacés venus d'Ukraine. Plus de 60 000 ressortissants ukrainiens ont afflué dans le pays depuis le début de l'offensive russe en février, provoquant une saturation des centres d'accueil. Mais plus largement, c'est toute la machine de l'asile qui se grippe dans le pays. Depuis quelques temps, les dossiers des demandeurs d'asile sont traités à un rythme très lent. Résultat : peu de personnes obtiennent une protection, et les centres ne se vident pas. Les migrants attendent des mois une réponse qui leur permettrait de libérer des places dans les structures d'accueil. La proposition de loger les exilés dans des ferries a été vivement critiquée par plusieurs instances engagées dans l'aide aux migrants. En premier lieu, le Haut-commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR), pour qui cette décision n'est "*pas souhaitable*". "*Vous placez [les demandeurs d'asile] en dehors de la société. Ils n'auront aucune liberté de mouvement. Et les traumatismes existants peuvent refaire surface [dans ces conditions]*". Pour répondre aux inquiétudes concernant la liberté de circulation dans le cas où les bateaux seraient positionnés en pleine mer, les autorités cherchent des solutions. L'État étudie la possibilité de leur permettre de faire la navette entre la côte et le port afin que les migrants puissent sortir quand ils le souhaitent. Malgré tout, le Conseil pour les réfugiés ne voit pas cette alternative d'un bon œil. "*Il n'est pas nécessaire de faire des recherches pour comprendre que vous ne pouvez pas imposer cela à des personnes qui ont fui la guerre et les violences. Nous comprenons que les solutions sont difficiles pour faire face à cette crise mais celle-ci est la plus laide qu'il soit.*"

<https://diasporaenligne.net/actualites-les-pays-bas-prevoient-dheberger-les-demandeurs-dasile-sur-des-bateaux-de-croisiere/>

ITALIE

Les circonstances de la mort de cinq migrants, retrouvés morts samedi 23 juillet 2022 dans une embarcation surchargée avec 674 personnes, se précisent. Lundi 26 juillet 2022, cinq ressortissants égyptiens ont été arrêtés par la police italienne : âgés de 21 à 28 ans, ils sont soupçonnés d'être les passeurs du bateau de pêche. Le procureur les accuse d'aide et d'encouragement à l'immigration clandestine, et leur incombe la responsabilité des décès. L'embarcation avait été secourue samedi par un navire marchand au large de la Calabre, à l'extrême sud de la botte italienne. Trois patrouilleurs des garde-côtes et une unité de la police financière avaient été nécessaires pour cette opération de grande envergure. Certaines personnes avaient d'ailleurs été "récupérées directement dans l'eau", d'après un communiqué des autorités. Il était en revanche trop tard pour cinq passagers, retrouvés morts dans le bateau par les garde-côtes. Un premier groupe de 179 migrants, ainsi que les corps des victimes, ont été transférés lundi matin au port de Messine, en Sicile. Selon la parole des rescapés, les 674 passagers du bateau ont d'abord passé un mois dans une "maison de liaison" sur la côte libyenne. Puis ils ont embarqué le soir du 19 juillet. "Au cours de la traversée, les membres d'équipage ont brusquement coupé les moteurs et ont appelé à l'aide avec un engin satellite, dont ils se sont ensuite débarrassés en le jetant à la mer. S'en sont suivis des jours et des nuits très difficiles, durant lesquelles "les ressources en eau et en nourriture ont été inhumainement rationnées, au point que les migrants ont été contraints de partager une tasse de café pleine d'eau pour 10 personnes", affirme le procureur de Messine. Les exilés ont aussi raconté avoir été battus à bord avec des bâtons et des sangles, lorsqu'ils demandaient des vivres. Les membres de l'équipage du bateau de pêche avaient d'ailleurs confié à un des passagers la tâche de gérer et de rationner l'approvisionnement

en eau potable. Lorsqu'il refusait de le faire, il était violemment frappé. La chaleur accablante et le manque de plus en plus cruel d'eau potable a poussé certains d'entre eux à boire l'eau salée de la mer. Cinq personnes, totalement déshydratées, n'ont pas survécu à cette traversée cauchemardesque.

ESPAGNE

Un permis de séjour et de travail temporaire a été conçu pour les étrangers venus de manière illégale, mais n'est pas si simple à acquérir. Les migrants doivent justifier d'une présence d'au moins trois ans en Espagne, en fournissant une attestation de domicile délivrée par les municipalités. À cela s'ajoute un contrat de travail d'un an, de minimum 40 heures par semaine. Or, les exilés ne possèdent pas toujours de document de location et ne trouvent pas facilement d'emploi déclaré. Et même s'ils travaillent de manière légale, les contrats de 40 heures sont extrêmement rares. De plus, le contrat entre l'employeur et le salarié étranger est soumis à l'autorisation des autorités, qui le valident ou non. Cette procédure peut prendre environ six mois dans les cas les plus simples, et plus d'un an pour ceux plus complexes. Un véritable parcours du combattant, qui décourage les patrons d'embaucher des migrants. Résultat : on assiste au développement d'un marché parallèle. "Des faux contrats sont vendus aux exilés en échange de 3 000 ou 4 000 euros". Une nouvelle loi devrait bientôt voir le jour. Elle permettra aux étrangers en situation irrégulière d'obtenir un titre de séjour en échange de deux ans de résidence dans le pays et d'un contrat de formation. Un texte bienvenu dans le contexte actuel, mais les autorités vont être obligées d'aller plus loin. L'Espagne va devoir opérer des changements radicaux dans les prochaines années si elle veut sauver son système de retraite. Sa population, comme beaucoup d'autres en Europe, se montre vieillissante et souffre d'un faible taux de natalité. Le gouvernement estime que le pays doit accueillir au moins 200 000 migrants chaque année pour parvenir à l'équilibre. En 20 ans, le nombre de travailleurs étrangers est passé de 1,4 à 2,4 millions, soit une moyenne de 70 000 tous les ans, selon l'Institut espagnol de la statistique (INE). Bien loin du nombre escompté pour préserver le régime de retraite ibérique.

Le 20 juillet 2022, 50 ressortissants algériens ont été interceptés par les autorités espagnoles, lesquelles ont confisqué leurs quatre canots. Dix jours plus tôt, deux petits bateaux à moteur avec 17 personnes à bord avaient atteint, par eux-mêmes, des plages d'Ibiza et de Tagomago. Toutes étaient en bonne santé.

Les interceptions de petits bateaux à moteur partis d'Algérie sont quasi quotidiennes. D'après la Croix-Rouge d'Almeria, près de 200 personnes ont été interceptées au large de l'Andalousie entre mercredi 20 et jeudi 21 juillet 2022. Mercredi 20 juillet 2022, 29 Algériens répartis dans trois petits bateaux ont été secourus. Deux d'entre eux ont été *"transférés dans un centre médical pour y subir des examens après avoir nagé 1,5 km à la recherche d'aide"*

ITALIE

À chaque arrivée de bateau de migrants, les autorités italiennes recherchent immédiatement le passeur à bord. Selon les chiffres officiels, plus de 2 500 d'entre eux ont été arrêtés depuis 2014. À Palerme, l'association Arci Porco Rosso, qui vient en aide aux migrants, dénonce leurs conditions de détention, les procès hâtifs dont ils font l'objet et leur criminalisation. Car les vrais trafiquants d'êtres humains qui agissent depuis les pays de départ sont, eux, rarement mis en cause. En Italie, près de **27 000 migrants ont posé le pied sur les côtes du pays** depuis le début de l'année. Les récentes arrivées en Calabre et en Sicile confirment une tendance à la hausse : plus de 7 000 personnes en plus par rapport à la même période l'année dernière.

Lampedusa

Mardi 5 et mercredi 6 juillet 2022, plus de 1 000 personnes sont arrivées à Lampedusa. Le seul centre de l'île italienne accueille ainsi quelque 1 500 migrants alors que sa capacité initiale n'est que de 350 places. La majorité des occupants sont des Égyptiens et des Tunisiens, mais on

compte aussi des exilés originaires d'Afrique de l'ouest. *"La situation est difficile en ce moment car le hotspot est surpeuplé et certaines personnes sont obligées de dormir dehors, sous une chaleur intense"*. La congestion du hotspot de Lampedusa s'explique en revanche par une mauvaise organisation des sauvetages en mer et de la répartition des naufragés ces dernières années. De 2015 à 2019, l'opération européenne Sophia patrouillait dans les eaux italiennes et portait assistance aux migrants en détresse. Lorsque les exilés étaient secourus par les navires militaires européens, ils étaient ensuite transférés le plus souvent en Sicile ou en Calabre. Désormais, les sauvetages - quand ils ne sont pas opérés par des navires humanitaires - se font au cas par cas par des plus petits bateaux dirigés par les garde-côtes italiens. Leurs vedettes sont moins équipées pour prendre en charge un grand nombre de personnes et pour parcourir de longues distances. Les rescapés sont ainsi quasi systématiquement déposés sur la petite île méditerranéenne. Pour le maire de Lampedusa, *"Notre tâche est de sauver les gens et de leur donner un premier accueil. Ce que nous demandons, c'est que le hotspot fonctionne comme un lieu de transit. Après le premier accueil, le mécanisme de transfert des migrants vers d'autres régions d'Italie ne doit jamais être bloqué, sinon nous ne pourrions pas gérer la situation"*. Cependant, *"Cette année, les débarquements sont très limités et nettement inférieurs aux périodes les plus intenses du passé"*, pour le porte-parole de l'OIM. Entre le 1er janvier et le 30 juin, plus de 28 000 personnes sont arrivées en Italie par voie maritime, bien moins que les 83 000 migrants enregistrés à la même période de 2017.

La première semaine de Juillet 2022, avec plus de 1 850 personnes - dont des enfants et quatre femmes enceintes - dans un centre prévu pour 350, la situation est devenue intenable. Vendredi 8 juillet 2022, l'ancienne maire de Lampedusa a publié sur Facebook une série de photos et vidéos choquantes, montrant l'intérieur du centre coulant sous les ordures et des exilés contraints de dormir à l'extérieur sur des matelas en mousse. *"Cela pourraient être des photos de Libye. Mais non, c'est l'Italie"*. Ces photos ont été reprises dans la presse et ont poussé les autorités italiennes à réagir. La préfète d'Agrigente a indiqué que le centre serait vidé d'ici le 12 juillet 2022 pour faire un point sur la situation et effectuer une inspection du hotspot.

Dimanche 10 juillet 2022, le navire San Marco de la marine italienne a transféré 600 premiers exilés de Lampedusa vers Porto Empedocle, en Sicile, avant de revenir à Lampedusa, lundi 11 juillet, pour en évacuer quelque 700 autres vers le port sicilien de Pozzallo. Au moins 300 personnes ont également quitté le centre dans la nuit de dimanche à lundi à bord de navires des garde-côtes. L'agence de presse Ansa indique, lundi, qu'environ 200 personnes devraient rester dans le centre si aucun autre transfert n'est prévu.

De Porto Empedocle et Pozzallo, les exilés doivent ensuite être transférés vers d'autres centres italiens. Mais, selon l'ancien maire de Lampedusa, le suivi des exilés ne se fait pas toujours correctement. *"Le système ne fonctionne pas. Il suffit de se rendre à Porto Empedocle, à l'arrivée du ferry de Lampedusa, pour voir les migrants livrés à eux-mêmes. Personne ne les emmène dans les centres d'accueil, et on voit de longues files de personnes au soleil se diriger vers la gare pour aller on ne sait où. Cela donne la mesure du désintérêt pour les migrants"*. La situation dans le hotspot de Lampedusa se serait rapidement dégradée ces dernières semaines en raison d'un manque de médiateurs disponibles pour gérer les évacuations de migrants vers d'autres centres. Le porte-parole et coordinateur de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Méditerranée a dénoncé l'absence de mécanisme de sauvetage fiable en Méditerranée. *"Les bateaux pourraient être secourus et les migrants transférés vers des ports siciliens. Au lieu de cela, Lampedusa est devenu un entonnoir."*

ESPAGNE

Une mission d'information marocaine a conclu mercredi à la mort par asphyxie des 23 migrants africains décédés en tentant d'entrer dans Melilla le 24 juin 2022. Outre les 23 morts - bilan inédit dans la zone -, un total de 217 personnes ont été blessées, 77 migrants et 140 policiers. Des humanitaires espagnols avaient, eux, fait état d'un bilan plus élevé de 37 morts. C'est au niveau de la zone tampon - équipée de tourniquets manuels permettant le passage d'une seule personne à la fois -

du poste-frontière que le drame a eu lieu. Ils auraient succombé au niveau de tourniquets, zone étroite permettant le passage d'une seule personne à la fois. Les forces de l'ordre, elles, ont été mises hors de cause. La répression faisait suite "au danger du nombre important de migrants armés de bâtons et pierres". L'ONU, l'Union africaine et des ONG avaient pourtant dénoncé "l'usage excessif" de la force de la part de la police lors de ces événements. Des images amateurs, filmées ce jour-là, avaient révélé une extrême violence. Sur ces vidéos, on pouvait voir des amoncellements de corps inertes gisant au sol, des visages de migrants en souffrance, et des coups de matraque distribués par des forces de l'ordre marocaines sur des hommes déjà à terre. Suite à cet assaut, des procédures judiciaires ont été enclenchées. Un groupe de 28 migrants, dont un mineur, est poursuivi pour "entrée illégale sur le sol marocain", "violence contre agents de la force publique" mais aussi "participation à une bande criminelle en vue d'organiser et faciliter l'immigration clandestine à l'étranger". Leur procès était censé s'ouvrir au tribunal d'appel de Nador mercredi 13 juillet 2022 mais il a été renvoyé au 27 juillet 2022. Dans cette affaire, vingt policiers plaignants affirment par ailleurs avoir subi des violences de la part des migrants. Trente-six autres migrants sont poursuivis dans le même cadre. Leur procès a lui été renvoyé au 18 juillet. Au total, 64 personnes ont été arrêtées par les autorités marocaines le 24 juin. Des experts indépendants ont demandé, pour l'ONU, « informations détaillées sur l'incident, notamment sur les enquêtes en cours ». Les experts ont déclaré que, sur la base des informations recueillies, ils évalueront également la législation et les pratiques répressives des deux pays par rapport aux normes applicables en matière de droits de l'homme. « *Nous continuerons à surveiller la situation et à dialoguer avec les autorités espagnoles et marocaines* », ont conclu les experts, relevant leur souhait de « *fournir aux deux gouvernements des recommandations concrètes pour mettre fin à ce cycle de rencontres mortelles d'Africains avec les forces de l'ordre* ».

Le 11 juillet 2022, la police nationale a procédé à l'arrestation d'un citoyen algérien de 25 ans à Almeria, qui avait conduit un bateau jusqu'en Espagne. L'embarcation en fibre de verre de quatre mètres de long avait été interceptée dans l'après-midi du 5 juillet, avec neuf personnes à bord. Ils étaient partis la veille au soir d'une plage d'Oran. Après plusieurs heures de navigation, le bateau avait fini par dériver à cause d'un problème technique, avant d'être repéré par un navire.

Mardi 12 juillet 2022, quatre ressortissants algériens ont été arrêtés par la police espagnole, à Murcie, dans le sud du pays. Ces passeurs organisaient des traversées en mer en bateaux-taxis depuis l'Algérie jusqu'en Espagne, et réclamaient à chaque candidat à l'exil la somme de 5 000 euros. Ces transferts vers le littoral espagnol s'opéraient dans "des conditions dangereuses" et "sans aucune mesure de sécurité", a indiqué la police espagnole dans un communiqué. Lors des interpellations, les agents de la police ont saisi une embarcation de six mètres de long, équipée d'un moteur de 150 CV. Après enquête, ils ont découvert que le réseau s'adonnait également à un trafic de drogues.

Deux personnes, dont une enfant de quatre ans, ont été retrouvées mortes à bord d'une embarcation de migrants au large de l'île de Lanzarote, dans l'archipel espagnol, ont indiqué vendredi 15 juillet 2022, les services de secours. La veille, un bateau de pêche, qui avait repéré l'embarcation de fortune, s'était approché pour venir en aide aux exilés. C'est alors que l'équipage a remarqué que deux personnes à bord étaient décédées. 27 personnes avaient embarqué sur ce bateau de fortune au départ des côtes africaines. Un exilé a été évacué par hélicoptère car il "souffrait d'une douleur dans la poitrine"

Entre le 1er janvier et le 30 juin 2022, 3 619 personnes au total – en majorité algériennes – ont débarqué sur la péninsule et dans les îles Baléares.

GRECE

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH, a condamné Athènes, jeudi 7 juillet 2022, pour le naufrage en 2014 en mer Égée d'une embarcation transportant une trentaine de migrants, dans lequel 11e personnes sont mortes. Les autorités grecques "n'ont pas mené une enquête approfondie et effective permettant de faire la lumière sur les circonstances du naufrage", a souligné

dans un communiqué la juridiction. Elles n'ont pas non plus "fait tout ce que l'on pourrait raisonnablement attendre d'elles pour offrir aux requérants et à leurs proches le niveau de protection requis par l'article 2 de la Convention" européenne des droits de l'Homme, qui protège "le droit à la vie". En conséquence, la CEDH a alloué un total de 330 000 euros aux 16 requérants - treize Afghans, deux Syriens et un Palestinien, tous rescapés de ce naufrage.

ITALIE

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), bras judiciaire du Conseil de l'Europe, a condamné l'Italie, jeudi 21 juillet 2022, pour avoir placé un jeune migrant vraisemblablement mineur dans un camp pour adultes. Né en 1999, il était arrivé en Sicile dans une embarcation de fortune en juin 2016. Initialement hébergé dans un centre pour mineurs non accompagnés durant trois mois, il avait ensuite été transféré dans un camp pour migrants adultes, surpeuplé et où il n'a pas pu bénéficier de soins adéquats ou d'assistance psychologique. Finalement, après avoir introduit une procédure d'urgence auprès de la CEDH, les autorités italiennes avaient replacé le jeune homme dans un centre pour mineurs. Soit plus de quatre mois après son arrivée. Par ces actes, l'Italie a violé les articles 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants), 8 (droit au respect de la vie privée et familiale) et 13 (droit à un recours effectif) de la Convention européenne des droits de l'Homme, a estimé la Cour. Le pays est donc condamné à verser 7 500 euros au jeune homme pour dommage moral, et 4 000 euros pour frais et dépens. Son internement "*dans un centre d'accueil pour adultes pendant plus de quatre mois n'a pu manquer de porter atteinte à son droit à l'épanouissement personnel et à son droit de nouer et développer des relations avec ses semblables*", a jugé la Cour. La CEDH a rappelé "*l'importance primordiale de l'intérêt supérieur de l'enfant et du principe de la présomption de minorité applicable aux enfants migrants non accompagnés*". "*Dans sa jurisprudence, la Cour a déjà précisé qu'il importe de garder à l'esprit que la situation d'extrême vulnérabilité de l'enfant est déterminante et prédomine sur sa qualité d'étranger en situation irrégulière*", En l'espèce, "*les autorités internes n'ont pas appliqué le principe de la présomption de minorité et n'ont pas offert au requérant les garanties qui s'imposaient*".

Plus d'un millier de migrants, ce week-end du 23 et 24 juillet 2022, à tenter de rejoindre l'Italie. Plus de la moitié d'entre eux, qui avaient pris place sur un bateau de pêche, ont été secourus samedi par un navire marchand au large de la Calabre, à l'extrême sud de la botte italienne. Trois patrouilleurs des garde-côtes et une unité de la police financière ont été nécessaires pour cette opération de grande envergure. "*Au total, 674 personnes ont été secourues*", dont "*certaines récupérées directement dans l'eau*". Il était en revanche trop tard pour cinq passagers, retrouvés morts dans l'embarcation par les garde-côtes. "*La Méditerranée est en train de devenir le plus grand cimetière de désespérés*", a réagi le président de la région Sicile. Si les circonstances de leur décès restent encore indéterminées, il faut rappeler que les migrants qui prennent la mer pour les côtes italiennes voyagent sur des esquifs anciens et surchargés, dans des conditions sanitaires déplorables, souvent sans gilets de sauvetage, avec de maigres vivres, et sous un soleil de plomb. Leurs corps auraient été transportés à Messine, en Sicile. Les autres rescapés - dont 30 mineurs non accompagnés - ont été transférés, à bord de bateaux militaires italiens, dans plusieurs ports de Calabre et de la Sicile. La ville calabraise de Crotona a pour sa part accueilli 154 exilés, des hommes, égyptiens. Ces derniers, "*malades à cause de la chaleur torride*", ont été transférés dans le centre d'accueil Sant'Anna de la commune, géré par la Croix-Rouge italienne. La prise en charge des passagers de ce grand bateau de pêche, dont le lieu de départ n'est pas connu, est intervenu après d'autres sauvetages similaires menés par les garde-côtes, dans la même zone.

Les arrivées de migrants ont également été nombreuses, ce même week-end, sur l'île de Lampedusa. Au total, 522 personnes originaires notamment d'Afghanistan, du Pakistan, du Soudan, de l'Éthiopie et de Somalie ont débarqué dans la nuit de samedi à dimanche à bord d'une quinzaine d'embarcations différentes, en provenance de Tunisie et de Libye. Parmi eux, quatre ressortissants tunisiens, dont une femme, qui se sont échoués dans la nuit de samedi à dimanche sur la plage de Cala Pisana après avoir traversé le bras de mer qui sépare la Tunisie de l'île. Simultanément, les garde-côtes ont intercepté un navire de 13 mètres, parti de Zaouia en Libye, avec à son bord 123 Pakistanais,

Bangladais, Égyptiens et Soudanais. Une petite embarcation, partie de la ville tunisienne de Sfax (sud-est) avec 30 migrants, dont 10 femmes, originaires du Cameroun, de Côte d'Ivoire, de Guinée et du Burkina Faso a également été secourue. 1 871 personnes sont actuellement accueillies dans le hotspot de Lampedusa pour une capacité de 350 places. La surpopulation et les températures élevées rendent le séjour difficile pour les migrants. Bien que les premiers transferts se préparent déjà pour vider la structure, le maire de l'île a imploré la préfecture et le ministère de l'Intérieur de lui fournir *"un navire humanitaire, au moins pour toute la période estivale"*. Et ce, afin *"d'éviter la surpopulation"* dans le centre. *"Les risques sanitaires seraient évités et nous ne serions pas dans un hotspot d'urgence pérenne"*.

La structure de Lampedusa dépasse régulièrement ses capacités d'accueil, surtout l'été. Le 12 juillet dernier, elle avait déjà été vidée de ses occupants alors que 1 850 personnes - dont des enfants et quatre femmes enceintes - y étaient accueillies dans des conditions déplorables. Ces nouvelles arrivées s'opèrent cependant dans un contexte politique tendu en Italie. Le pays traverse une crise politique dont l'issue pourrait compliquer encore plus la situation des exilés. Après la démission du Premier ministre le 21 juillet 2022 et la dissolution du Parlement, la menace d'une reprise de pouvoir par la droite et l'extrême-droite est en effet bien réelle. *"Le 25 septembre, les Italiens pourront enfin choisir le changement : pour le retour de la sécurité, du courage et du contrôle des frontières"*, s'est empressé d'écrire dimanche sur Twitter Matteo Salvini, leader du parti anti-immigration. Il répond devant la justice italienne de "séquestration" pour avoir bloqué illégalement en mer 147 migrants en 2019 dans des conditions sanitaires désastreuses en leur refusant de débarquer, alors qu'il était ministre de l'Intérieur. Les prochaines audiences doivent se tenir en septembre devant le tribunal de Palerme. Depuis quelque temps, les chefs des partis d'extrême-droite « Fratelli d'Italia », et celui de la « Ligue », plaident justement pour la nécessité de nouveaux décrets afin de cesser les débarquements, mais aussi les activités de sauvetage en mer. Pour rappel, la route migratoire de la Méditerranée centrale est la plus dangereuse du monde.

Entre le 1er janvier et le 22 juillet, 34 000 personnes sont déjà arrivées par la mer en Italie, contre 25 500 sur la même période de 2021 et 10 900 en 2020, selon le ministère de l'Intérieur. On reste néanmoins loin des 83 000 débarquements enregistrés en 2017.

ONU - ORGANISATION INTERNATIONALE POUR LES MIGRANTS

Le 20 juillet 2022, l'OMS présente un nouveau rapport, au niveau mondial, sur la santé des migrants. Il prouve que les réfugiés et les migrants ne sont pas intrinsèquement en moins bonne santé que les populations d'accueil. En revanche, plusieurs déterminants comme le niveau d'éducation, de revenu, l'accès au logement et aux services viennent aggraver des obstacles linguistiques, culturels, juridiques, et ont un impact négatif sur leur santé se répercutant tout au long de leur vie. Les travailleurs migrants étaient moins susceptibles d'avoir recours à des services de santé et étaient davantage exposés aux risques d'accidents du travail, de lésions professionnelles et de problèmes de santé liés à leur emploi que leurs homologues non migrants. Parmi les 169 millions de travailleurs migrants dans le monde, beaucoup occupent des emplois « salissants, dangereux et exigeants ». Le rapport met aussi en avant les « formidables contributions des agents de santé réfugiés et migrants dans le cadre de la riposte en première ligne à la COVID-19 » dont l'une des plus remarquables a concerné plusieurs pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Son importance est telle que, dans certains pays, jusqu'à la moitié des membres du personnel médical ou infirmier sont nés à l'étranger. La force d'un système de santé n'est jamais plus grande que celle de son maillon le plus faible. L'inclusion des réfugiés et des migrants est

un investissement utile pour le développement et le bien-être des sociétés du monde entier, affirme l'OMS.

EUROPE

ROYAUME-UNI

Depuis le mois de janvier 2020, 82 demandeurs d'asile sont morts alors qu'ils étaient hébergés dans des logements fournis par les autorités. Au moins 17 d'entre eux auraient commis des suicides, selon des documents du Home Office que le Guardian a pu se procurer. La moitié des personnes décédées étaient identifiées comme étant vulnérables, ou nécessitant des soins liés à des problèmes de santé. Selon des experts, cités par les journalistes d'investigation, les détails de certains cas soulèvent des questions sur d'éventuelles "erreurs systémiques". *"Ces révélations exigent une inspection urgente et indépendante des lieux de vie, du système de santé et de la protection apportés aux demandeurs d'asile"*, a réagi un membre du Parlement et porte-parole des libéraux démocrates. Les autorités, elles, se défendent de toute responsabilité. *"Comme pour la population générale, des décès peuvent arriver pour tout un nombre de raisons, y compris pour des causes naturelles et des maladies en phase terminale. Le fait de supposer quelque chose d'autre est erroné"*. Les demandeurs d'asile vivent parfois de longs mois dans les hôtels réquisitionnés par les autorités à travers le pays, parfois loin de toutes commodités, alors même que ces solutions sont censées être temporaires. Selon le média britannique The Independent, plus de 28 000 demandeurs d'asile vivraient actuellement dans des chambres prévues pour des courtes durées. Des centaines d'entre eux y resteraient plus d'un an.

Dans le cadre de son plan anti-immigration, le Royaume-Uni a signé, jeudi 30 juin 2022, un accord avec le Nigeria visant à faciliter les renvois d'étrangers hors des frontières britanniques. *"Notre nouvel accord majeur avec le Nigeria augmentera les expulsions de criminels étrangers dangereux afin de rendre nos rues et notre pays plus sûrs"*. *Il permettra aussi de "mener ensemble le combat contre les trafiquants d'êtres humains pour s'attaquer à la migration illégale"*, selon la ministre anglaise. Cet accord doit, par ailleurs, favoriser les intérêts économiques bilatéraux des deux pays. Il n'était pas clair, vendredi, si ce nouvel accord concernait les ressortissants étrangers en général ou seulement les citoyens nigériens. Ce partenariat ne devrait concerner que les criminels. Le jour même de l'annonce de l'accord, un premier vol a décollé du Royaume-Uni avec 21 personnes à bord, dont 13 originaires du Nigeria et huit du Ghana. L'avion a rejoint Lagos, au Nigeria, puis le Ghana, où les ressortissants de ce pays ont été débarqués. Selon le ministère, 11 de ces personnes étaient des délinquants étrangers ayant commis des crimes et 10 autres étaient des individus ayant enfreint les règles d'immigration.

Trois des têtes pensantes d'un réseau de passeurs qui envoyait des migrants au Royaume-Uni dans des remorques de camions, ont été arrêtés mardi matin 12 juillet 2022. Comparus, jeudi 14 juillet, devant le tribunal de Reading, à l'ouest de Londres, ils ont été mis en examen pour trafic d'êtres humains. Ces arrestations font suite à un autre coup de filet de la police britannique. Un ressortissant britannique d'origine iranienne âgé de 37 ans, a été arrêté, mercredi 13 juillet 2022 par la police à l'aéroport de Manchester alors qu'il s'apprêtait à embarquer sur un vol pour la Turquie.

Mo Farah, 39 ans, quadruple **champion olympique** (5 000 mètres et 10 000 mètres à Londres en 2012, puis à Rio en 2016) **anobli par la reine** d'Angleterre pour ses exploits olympiques, révèle dans un documentaire être arrivé illégalement en Grande-Bretagne sous **une fausse identité** avant d'être forcé de travailler comme domestique dans une famille. Séparé de sa mère et il a été amené depuis Djibouti, à l'âge de 9 ans, au Royaume-Uni illégalement sous le nom d'un autre enfant appelé Mohamed Farah. Il a été contraint de faire le ménage et de s'occuper d'autres enfants dans une famille britannique s'il voulait avoir de quoi manger. Puis pour se libérer il s'est mis à la course. Près de 5 500 personnes sont identifiées au Royaume-Uni comme ayant été victimes de traite, dont la moitié en provenance du Somaliland, comme l'athlète. Pour les ONG, il est essentiel que les

autorités adoptent une approche basée davantage sur la confiance vis-à-vis des victimes présumées. Le président de l'association "Protéger chaque enfant du trafic" juge l'histoire de Mo Salah à la fois choquante et familière. Il accuse un système hostile et complexe de demande d'asile,

<https://www.rfi.fr/fr/sports/20220712-la-star-de-l-athl%C3%A9tisme-mo-farah-r%C3%A9v%C3%A8le-%C3%AAtre-arriv%C3%A9-en-grande-bretagne-sous-une-fausse-identit%C3%A9>

En 1999, à l'âge de 17 ans, un irakien a fui son pays natal, où il était menacé par des extrémistes. Un périple de sept jours, caché à l'arrière d'un camion l'a conduit à travers l'Europe, jusqu'en Angleterre. L'adolescent d'alors n'avait aucune idée de la destination et ne connaissait rien du pays qu'il a découvert à sa sortie du camion. En Angleterre, il n'avait aucun contact et ne parlait pas la langue. Il aura fallu dix années parsemées d'obstacles pour qu'il obtienne finalement le statut de réfugié, puis la nationalité britannique. En 2019, l'ancien passager clandestin a été élu conseiller municipal de sa ville Broadstairs, dans le Kent.

Un rapport, a été commandé par la ministre de l'Intérieur britannique à l'inspecteur en chef des frontières et de l'immigration. Ce rapport arrivé en février 2022, dans le but d'être publié en avril 2022, mais le ministère de l'Intérieur a tardé à prendre ses conclusions en compte. L'auteur s'est dit "frustré" par cette lenteur. Le rapport révèle l'incapacité des autorités à gérer les arrivées de personnes, fuyant, notamment, l'Afghanistan, la Somalie et l'Irak pour demander l'asile dans le pays. *"Le volume [des arrivées] est sans précédent, et certains jours le système est clairement dépassé"*. Les méthodes employées par les autorités britanniques pour récolter des informations sur les migrants sont *"catastrophiques"*. Le matériel de sécurité utilisé est trop ancien et *"n'est pas fiable"*, quant aux procédures, elles sont mal maîtrisées ; ces manquements " sont inexcusables". Le Ministère a fait savoir qu'il avait accepté toutes les recommandations faites par ce rapport et qu'il avait déjà modifié sa façon de gérer les migrants qui arrivent à bord de canots. Jeudi 21 juillet 2022, un autre rapport indépendant, établi par l'ancien ministre de l'immigration australien, a dressé un bilan très critique de l'action des autorités britanniques. Selon ce document, les forces frontalières ne parviennent pas à se sortir d'un fonctionnement de *"gestion de crise"*, et travaillent de manière *"sous-optimale"*. Conclusions : elles ont été totalement *"inefficaces"* en ce qui concerne la gestion des arrivées de migrants sur l'île. Pire, elles ont été *"possiblement contre-productives"* et leurs actions n'ont pas dissuadé les migrants d'entreprendre la traversée de la Manche, loin de là. Les vedettes utilisées par les "Border Force" ne sont pas appropriées pour effectuer des opérations de recherche et de sauvetage. Ces lourdes critiques surviennent alors que Londres a déployé ces derniers mois un arsenal de mesures strictes pour tenter de contrer les arrivées de migrants. Le Royaume-Uni a également annoncé en juin 2022 la mise en place d'une mesure visant à localiser les migrants arrivés illégalement dans le pays, à l'aide d'un bracelet électronique équipés de GPS. Des mesures qui n'ont, semble-t-il, pas donné les résultats escomptés : depuis le début de l'année 2022, environ 15 100 personnes ont atteint le Royaume-Uni après avoir traversé la Manche depuis la France. Soit près du double du chiffre enregistré en 2021 à cette période de l'année.

<https://www.gov.uk/government/publications/independent-review-of-border-force/an-independent-review-of-border-force-accessible-version>

MACEDOINE DU NORD

Samedi 9 juillet 2022, la police de Macédoine du Nord a arrêté une camionnette sur une autoroute du sud du pays dans laquelle se trouvaient 87 migrants, au cours d'un contrôle de routine, près de la ville frontalière de Gevgelija. Les policiers ont indiqué avoir également arrêté deux citoyens macédoniens, suspectés d'être des passeurs. Ils encourent jusqu'à cinq ans de prison. Les exilés - 45 Syriens, 39 Pakistanais, deux Congolais et un Indien - seraient entrés en Macédoine du Nord par la Grèce et envisageaient de poursuivre leur route vers la Serbie afin d'atteindre l'Europe de l'ouest. Les personnes ont été envoyés dans un centre d'hébergement à Gevgelija dans l'attente de leur renvoi en Grèce. Le nombre de passages en Macédoine du Nord, sur la route des Balkans, a augmenté ces derniers mois après une forte régression liée à la pandémie de Covid-19.

SERBIE

Une fusillade a éclaté, samedi 2 juillet 2022, dans le nord de la Serbie, dans une forêt des environs de Subotica. Un migrant a été tué et au moins six autres, dont une adolescente de 16 ans, ont été blessés par des tirs. Les autres blessés étaient âgés de 20 à 30 ans et n'avaient pas de papiers d'identité, a déclaré aux médias le maire de Subotica. La police a bloqué l'accès à la forêt où les tirs ont eu lieu, à un kilomètre de la frontière hongroise. La fusillade a opposé des migrants afghans et pakistanais, vraisemblablement à propos du trafic auquel se livrent les passeurs pour faire franchir la frontière aux exilés vers la Hongrie. La route des Balkans est, depuis 2015, empruntée majoritairement par des personnes originaires de l'Afghanistan, du Pakistan et de la Syrie. Mais, selon les autorités serbes, un nombre grandissant de ressortissants indiens a tenté de rejoindre l'Europe ces derniers mois car, pour eux, la Serbie est une destination privilégiée, puisqu'ils y sont exemptés de visa.

Les autorités serbes ont arrêté, jeudi 14 juillet 2022, 85 migrants p dans la ville de Subotica, dans le nord du pays, près de la frontière avec la Hongrie. La police a saisi des armes automatiques, des fusils, des couteaux, des munitions... Des photos de la police prises sur les lieux montraient des agents équipés de gilets pare-balles et de casques surveillant un groupe de migrants agenouillés dans un champ, les mains sur la tête. Pourtant cette opération a été décrite comme une *"action visant à réprimer les actes criminels et les délits commis par les migrants"*. Deux migrants arrêtés ont été accusés de "crimes", six ont été écroués, tandis que les autres sont soupçonnés d'infractions moins graves. *"Personne ne peut porter d'armes en Serbie et personne ne peut s'adonner au trafic d'êtres humains (...) La Serbie ne permettra pas que notre mode de vie soit mis en péril de quelque manière que ce soit par des criminels qui profitent de la misère et des difficultés humaines"*.

AFRIQUE

ALGERIE

Pour contrer les départs des algériens, poussés à prendre la mer à cause de la précarité et du manque de perspectives dans leur pays, l'Algérie a choisi la méthode forte. D'abord en mettant à contribution la machine judiciaire. Depuis 2009, le "délit de sortie illégale" du territoire - via l'article 175 bis du Code pénal - prévoit une peine de deux à six mois de prison ainsi qu'une amende de 20 000 à 60 000 dinars (environ 130 à 400 euros) pour les Algériens et les étrangers résidents qui tenteraient de quitter le territoire sans passeport ou visa. Interceptés en mer, puis jugés au tribunal. Depuis quelques années, les autorités ont également renforcé la surveillance du littoral. Le gouvernement multiplie les interceptions en mer qui, de l'avis de nombreux témoignages, « *ne laissent planer aucun doute quant à leur dimension répressive* ». Durant ces opérations dites "de sauvetage", *"les garde-côtes font usage de violences physiques et verbales"*. Des vidéos montrent régulièrement les garde-côtes algériens tirer à balles réelles sur les exilés et leurs bateaux, notamment dans la commune d'Oran.

CONGO

88 réfugiés de la République démocratique du Congo (RDC) ont quitté ce mardi matin 19 juillet 2022, le camp de Lôvua, dans le nord de l'Angola, en direction de la frontière. Ce camp a accueilli en 2017, plus de 35.000 personnes qui ont traversé la frontière pour trouver la sécurité en Angola à cette époque. Aujourd'hui, Lôvua accueille environ 7.000 réfugiés ». Selon le Haut-commissariat de l'ONU pour les réfugiés, le convoi devrait arriver demain en terre congolaise. Plus de 600 réfugiés congolais ont déjà exprimé leur volonté d'être rapatriés. D'autres sont susceptibles de manifester leur intérêt avec la reprise de l'opération. Les réfugiés ont voyagé dans des camions de l'OIM en direction de la frontière de Chicolondo, où ils passeront la nuit dans un centre de transit avant de traverser la frontière congolaise. À leur arrivée en RDC, les Congolais rapatriés recevront une aide en espèces pour couvrir les besoins de base tels que les articles ménagers et une aide initiale

pour leur loyer. Un soutien supplémentaire sera également fourni pour leur réintégration, par exemple en aidant les enfants à s'inscrire à l'école. Près de 430.000 réfugiés ont pu rentrer l'année dernière chez eux en toute sécurité et dans la dignité.

<https://news.un.org/fr/story/2022/07/1124032>

MAROC

Le drame de Melilla (voir lettre 36) a provoqué l'indignation internationale, avec notamment des propos d'une sévérité rare de la part de l'ONU, ainsi que l'ouverture de deux enquêtes en Espagne et une mission d'information au Maroc. *"Je veux dire à quel point nous avons été choqués par les images de la violence vue à la frontière entre le Maroc et l'Espagne en Afrique du Nord ce week-end et qui a entraîné la mort de dizaines d'êtres humains, demandeurs d'asile, migrants"*, a déclaré le porte-parole de l'ONU. *"Les personnes qui migrent ont des droits humains et ceux-ci doivent être respectés et nous les voyons trop souvent bafoués"*. Le chef de la Commission de l'Union africaine a réclamé une enquête, tout en dénonçant *"le traitement violent et dégradant de migrants africains cherchant à traverser une frontière internationale entre le Maroc et l'Espagne"*. Le procès de 36 migrants impliqués dans le drame de Melilla, accusés d'être *"entrés illégalement"* au Maroc et de *"violences contre les agents de la force publique"*, le 24 juin 2022, s'est ouvert, lundi 4 juillet 2022, au Maroc. Le même lundi, une vingtaine de migrants ont également perdu la vie en forçant la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole. À peine entamé, le procès a été aussitôt reporté. *"Nous avons demandé le report pour préparer au mieux le dossier car d'autres avocats se sont joints à la défense"* pour un avocat de la défense. Le procès d'un deuxième groupe de 29 personnes - dont un mineur - est programmé, lui, le 13 juillet, également devant un tribunal de Nador.

Mardi 19 juillet 2022, près d'un mois après la tentative massive d'entrée dans l'enclave espagnole de Melilla le 24 juin 2022, 33 migrants africains ont été condamnés à 11 mois de prison ferme pour *"entrée illégale"*, *"violence contre agents de la force publique"*, *"attroupement armé"* et *"refus d'obtempérer"* au Maroc. *"C'est un jugement très sévère au regard des éléments du dossier et des circonstances des faits"*, a souligné l'avocat, faisant part de son intention de faire appel. *"Nous espérons que la Cour d'appel rectifiera ce jugement sévère"*

Samedi 9 juillet 2022, *"la préfecture de police de Tanger a mis en échec une tentative d'immigration illégale et interpellé 25 individus originaires de pays d'Afrique subsaharienne"*. La veille de l'arrestation des 25 exilés, Rabat a ainsi présenté un *"partenariat rénové"* de lutte contre les réseaux de traite humaine, en coopération avec l'UE. L'accord a été scellé lors d'entretiens dans la capitale marocaine entre la commissaire européenne aux Affaires intérieures, le ministre espagnol de l'Intérieur et son homologue marocain. Il *"pourra couvrir notamment le soutien à la gestion des frontières, le renforcement de la coopération policière, y compris les enquêtes conjointes, [...] ainsi que le renforcement de la coopération avec les agences de l'Union européenne chargées des affaires intérieures"*, détaille un communiqué. L'objectif ? *"Faire face, ensemble, aux réseaux de trafic des personnes, notamment suite à l'émergence de nouveaux modes opératoires extrêmement violents adoptés par ces réseaux criminels"*. La Commission européenne a, de son côté, salué chez le Maroc, *"un partenaire stratégique et engagé [...] en matière de migration"*. Pour l'institution, la Stratégie Nationale d'Immigration et d'Asile (SNIA) constitue même *"un modèle de gestion migratoire des plus avancés, tant sur le plan législatif qu'institutionnel, ayant permis de régulariser la situation administrative de plusieurs milliers de migrants et de les intégrer dans la société marocaine"*. S'il est vrai que le Maroc a, par deux fois, en 2014 et 2016, opéré des vagues de régularisations des sans-papiers installés sur son sol, depuis, la dynamique s'est enrayée. Aucune autre réforme n'est venue faciliter l'accès aux droits pour des migrants sans statut. Pire, de nombreuses personnes qui avaient pu bénéficier des précédentes régularisations sont retombées dans l'illégalité, car dans l'impossibilité de faire renouveler leur titre de séjour. Cependant, pour un Soudanais de 30 ans qui a pu passer à Melilla : *"La police faisait tomber les gens des grillages, sans se soucier des blessures ou des fractures que les chutes causaient," "Et après ils les frappaient. Ils frappaient un migrant jusqu'à ce qu'il ne bouge plus, puis ils passaient à un autre." "Ce qu'il s'est passé dépasse l'imagination. Les forces de sécurité marocaines sont inhumaines. Je les voyais pourchasser les migrants derrière moi."*

Je pense qu'ils voulaient tuer des gens, sinon comment expliquer le fait qu'ils frappaient des personnes à la tête avec des grosses pierres ?"

La marine marocaine a intercepté entre samedi 9 juillet et mardi 12 juillet 257 migrants se trouvant "à bord d'embarcations de fortune, de kayaks" et même des personnes "à la nage" en Méditerranée et dans l'Atlantique. Parmi ces migrants, figurent une majorité d'Africains -- dont des femmes et des enfants -- ainsi qu'un Afghan et un Yéménite. Ils ont été acheminés "sains et saufs" à terre après avoir reçu les soins nécessaires.

Entre le 17 et le 19 juillet 2022, les autorités marocaines ont porté secours à 236 personnes, pour la plupart d'origine subsaharienne, au large de la Méditerranée. Six femmes font partie des rescapés. *"Les migrants secourus ont reçu les premiers soins nécessaires par la Marine royale, avant d'être transférés vers des ports pour être remis par la suite à la Gendarmerie Royale afin d'appliquer les procédures administratives en vigueur"*.

Un canot a chaviré au large des côtes sud du Maroc, ont alerté lundi 25 juillet 2022 les autorités locales marocaines. *"Les corps des huit candidats à l'immigration clandestine ont été repêchés lundi après le naufrage de leur embarcation pneumatique près de la bande côtière de la commune d'Akhfennir"*. Les cadavres ont été transférés à la morgue d'un hôpital de Laâyoune. Les 18 rescapés, d'origine africaine, ont été interpellés *"après une opération de ratissage de la zone"* du naufrage. Une enquête a été ouverte "en vue de déterminer les circonstances de l'organisation de cette opération d'immigration clandestine".

NIGER

Jeudi 30 juin 2022, le ministre nigérien de la Défense a indiqué que les corps de dix migrants avaient été découverts dans une fosse, en plein désert, dans le nord du Niger, près de la ville de Dirkou. C'est une patrouille militaire qui a fait la macabre découverte à proximité de la frontière libyenne, selon le bulletin hebdomadaire du ministère de la Défense qui ne précise pas la date à laquelle ont été trouvés les corps. Le ministère indique qu'"une enquête est en cours pour élucider les circonstances de (ces) morts". Un élu d'Agadez a déclaré, qu'il était *"fort possible que ces migrants retrouvés morts aient été abandonnés par leur passeur"*.

Mercredi 6 juillet 2022, un groupe de 44 migrants ouest-africains – 29 hommes, 12 femmes et trois jeunes filles – ont été retrouvés la semaine dernière en plein désert, près de la ville de Dirkou, dans le nord-ouest du Niger à 300 km à vol d'oiseau de Agadez (OIM). Ces personnes qui se rendaient en Libye se trouvaient *"bloqué[e]s dans le désert depuis deux jours après avoir été abandonnées par le conducteur suite à une panne de véhicule"*.

Un nouvel accord signature d'un partenariat opérationnel pour combattre le trafic d'êtres humains, signé samedi 16 juillet 2022 avec l'Union européenne (UE) doit permettre au Niger d'augmenter l'impact de l'équipe d'enquête conjointe qui a été établie dans le cadre de la mission civile européenne (EUCAP) Sahel-Niger (depuis 2017, 700 criminels ont été arrêtés). Selon le ministre nigérien de l'Intérieur, ce nouvel accord de coopération permettra à la fois de protéger les frontières et les migrants : *"Tout ce que ces migrants demandent, c'est de vivre dignement, d'être traité comme des êtres humains. C'est ce que le Niger essaie de leur offrir comme opportunité. C'est pour cela que nous ouvrons nos frontières à ces migrants et nous essayons de les accompagner."* L'important est désormais de concrétiser les nouveaux projets évoqués par la Commissaire européenne aux Affaires intérieures lors de sa visite à Agadez, à savoir des projets de développement économique qui permettront de donner de nouvelles activités à ceux qui vivaient autrefois de la migration.

AMERIQUES

HAÏTI

Les corps de dix-sept migrants haïtiens, dont ceux de quinze femmes et d'un enfant, ont été retrouvés sans vie. Vingt-cinq autres personnes ont été secourues en mer lors d'une opération de sauvetage qui se poursuivait, dimanche 24 juillet, après le naufrage d'un navire au large des Bahamas. Les Bahamas, un archipel de 700 îlots (dont 39 habités) situés à 80 km au sud-est des côtes de la Floride et au nord de Cuba, sont régulièrement utilisés comme terre de transit par des migrants qui cherchent à rejoindre les États-Unis.

MEXIQUE – USA

Le président américain est durement critiqué pour sa politique défailante de contrôle de la frontière sud. Chaque mois, plus de 200 000 migrants sont interceptés par la patrouille frontalière. Plus d'un million et demi de migrants ont été arrêtés cette année par les autorités américaines sur la frontière après être entrés illégalement. Et il ne s'agit plus seulement de personnes venant d'Amérique centrale ou du Sud. Il rencontre le président du Mexique le 12 juillet 2022. Le président du Mexique affirme que les migrants pouvaient être utiles aux États-Unis. « *Il manque des travailleurs aux États-Unis, pourquoi nier cette réalité ? Il y a une pénurie de main d'œuvre et en même temps, ils empêchent les migrants d'entrer...* ». Il va proposer au président des USA de d'accorder plus de deux cent mille visas de travail à des Mexicains. « *Je propose que nous trouvions un accord sur des visas de travail. Cela va nous permettre d'ordonner le flux migratoire. Pour que ce ne soient pas les trafiquants d'êtres humains et les passeurs qui décident à notre place.* » Selon le président mexicain, accroître les filières d'immigration légale devrait profiter aux deux pays.

ASIE

LIBAN

Au Liban, « l'Orient le Jour » constate : « *Voici un business juteux qui fleurit au Liban grâce à la crise : le trafic d'êtres humains par bateau. À mesure que les conditions de vie se dégradent, les candidats à l'émigration illégale par la mer se font de plus en plus nombreux au pays du Cèdre* ». Selon son enquête, les passeurs font de juteux bénéfices : trois à cinq mille dollars par passager, mais peu d'efforts sont consentis pour lutter contre le phénomène, « *une fois renvoyés en procès, les passeurs sont très souvent acquittés et remis en liberté* », déplore le journal. Il a interrogé plusieurs candidats au départ, dont certains rescapés d'un naufrage qui avait causé la mort d'une trentaine de victimes en avril. « *Ma cousine en Allemagne a essayé par tous les moyens de me faciliter l'obtention d'un visa, mais ça ne marche pas. Du coup, je vais retenter le voyage par la mer s'il le faut* ».

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/revue-de-presse-internationale/20220726-%C3%A0-la-une-les-naufrages-et-drames-de-l-immigration-clandestine>

PAYS DU GOLF

10 000 travailleurs migrants d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est meurent chaque année aux Émirats arabes unis, en Arabie Saoudite, au Qatar, à Oman et à Bahreïn, selon l'ONG FairSquare. Les conditions de travail et les mauvais traitements sont sans doute à l'origine de ces décès. Beaucoup pointent également du doigt les conditions climatiques. De nombreux ouvriers travaillent sur des chantiers avec des températures de plus de 50 degrés. Selon une étude internationale, au cours des huit dernières années, la cause du décès de travailleurs étrangers était, dans 517 cas, une maladie

cardiaque, "peut-être" lié à un stress thermique.

A VOIR – A LIRE TEMOIGNAGE

"INTEGRATION", UN FILM POUR CHANGER LE REGARD SUR LA MIGRATION

Cinq personnages et cinq parcours de vie, tous liés à l'immigration. Le film raconte l'arrivée à Marseille de Lion, Chris, Bizon, Eva et Camilla, des jeunes en situation de migration, "*candidats à l'intégration sociale, économique et administrative*". Issus chacun d'un pays différent, ils se sont connus sur les routes de l'exil, entre le Maroc et l'Espagne. Une fois dans la cité phocéenne, après un long périple, ils se séparent et se donnent rendez-vous trois mois plus tard pour faire le point sur leur situation : quid de leur intégration ? de leurs difficultés ? qu'ont-ils construit sur place ? Le film a nécessité deux années de tournage, avec une équipe 100% bénévole : 50 comédiens, 8 techniciens. L'ambition du film est de changer le regard sur la migration. "*L'idée est de toucher du doigt la question de l'intégration. Nous devons la replacer au cœur de nos vies. Lorsqu'on arrive ici, en Europe, on est perdu. J'aimerais que les gens nous regardent autrement et comprennent qu'on ne quitte pas notre pays pour envahir la France, mais simplement parce qu'on a faim. Et aussi, pour partager des choses*". Une première projection devant le grand public est prévue samedi 16 juillet 2022, au cinéma Artplexe, sur la Canebière, en présence d'associations et des consuls du Cameroun et du Sénégal.

<https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/integration-un-film-pour-changer-le-regard-sur-la-migration-2579376.html>

TEMOIGNAGE

"J'ai rencontré pour la première fois Brigitte il y a six ans, j'avais 16 ans. Je suivais alors les ateliers théâtre organisés par l'association dont elle faisait partie, Adjim. Je lui faisais souvent des petits comptes-rendus de ces cours que j'adorais. Il est arrivé plusieurs fois que je sois le seul élève à venir. On se retrouvait alors tous les deux et on discutait. C'est là que la confiance s'est installée entre nous. Elle m'a aidé à écrire mes premières histoires, et mes premiers sketches.

Au bout de huit mois passés dans l'hôtel social où j'ai été hébergé pendant l'évaluation de ma minorité, j'ai reçu une réponse du département : je n'étais pas reconnu mineur. Cette décision m'a choqué, j'étais totalement abattu. Alors que je n'avais nulle part où aller, Brigitte m'a recueilli chez elle. J'étais désorienté au début, et puis j'avais peur qu'elle me dise de partir du jour au lendemain. Mais elle m'a tout de suite rassuré : je pouvais rester autant de temps que je voulais. Pendant ces six mois, elle m'a appris beaucoup de choses. À faire mon lit le matin par exemple, et à cuisiner. Grâce à Brigitte, je sais faire les lasagnes, le confit de canard et la ratatouille, moi qui n'aimais pas du tout les légumes. Mais je ne faisais pas le difficile, car jamais on ne s'était occupé de moi comme ça. En échange, je lui ai montré comment faire l'attiéké, un plat de chez moi. On a aussi eu beaucoup de discussions sur la place des femmes dans la société. Brigitte est très féministe. Dans sa cuisine il y a beaucoup d'affiches sur le droit des femmes. Elle m'a transmis ces valeurs.

C'est elle et les membres d'Adjim qui ont fait les démarches pour me scolariser. Je suis rentré en classe de seconde au lycée Saint-Joseph de Landerneau. Il n'avait jamais accueilli de migrants comme moi. Et ça s'est très bien passé, tout le monde m'a accepté. À 17 ans, Brigitte et Adjim m'ont aidé à constituer un nouveau dossier pour mon recours devant la justice, après le refus de ma minorité. C'est eux qui ont contacté les autorités ivoiriennes et ont demandé mon acte de naissance. Grâce à ce document, le juge m'a finalement reconnu mineur. J'ai donc quitté le foyer de

Brigitte pour un appartement géré par l'Aide sociale l'enfance (ASE), où je vivais avec trois autres personnes. J'ai fini le lycée en décrochant mon bac, mention 'bien'. J'étais très fier. Mais un nouveau problème est arrivé. À 18 ans, j'ai demandé un titre de séjour : il m'a été refusé. Et comme j'étais majeur, je devais aussi quitter le logement de l'ASE, où je vivais depuis un an. Une fois de plus, je me suis retrouvé à la rue. Et une fois de plus, Brigitte m'a recueilli chez elle. Même si je l'adore, ce n'est pas vraiment ce que je souhaitais. Je voulais être indépendant, subvenir à mes propres besoins. J'étais très angoissé à l'idée d'être un poids pour elle. Là encore, elle me l'a répété : 'tu restes ici le temps dont tu as besoin'. J'y ai passé toute ma première année de BTS. Un an plus tard, j'ai pu m'installer dans un petit appartement, grâce aux revenus que je touche avec mes vidéos sur les réseaux sociaux. Ce n'est pas énorme, mais je peux payer mon loyer. En parallèle, j'ai obtenu une bourse de la Fondation de France. Cet argent m'a permis de m'acheter un ordinateur pour faire de meilleures vidéos, et aussi de me nourrir. À la rentrée, je vais commencer un bachelor de commerce en alternance. J'espère que ça m'aidera à obtenir, enfin, un titre de séjour. Même si désormais je ne vis plus avec Brigitte, notre lien est intact. On se voit toutes les semaines. Ce qui me touche le plus, c'est cette confiance qu'elle a en moi. J'ai un double des clés de son appartement. C'est moi qui vais arroser ses plantes quand elle n'est pas là. Je n'oublie pas non plus que c'est grâce à elle que, pour la première fois de ma vie, je suis parti en vacances. Cet été-là, on était allé à La Tranche-sur-Mer, chez sa sœur. On a aussi beaucoup visité Paris. J'ai vu le musée du Louvres, le musée de l'Homme et l'intérieur de l'Arc de triomphe. Nos séjours étaient toujours bien organisés et bien remplis. Mais surtout, je me souviendrai toujours du soutien qu'elle m'a apporté lors de la pire période de ma vie : le décès de ma mère, en décembre 2020. C'était horrible, car je me disais que la personne pour laquelle j'avais fait tout ça, pour qui je me battais tous les jours, n'était plus là. Comme toujours, Brigitte a été là pour moi. Aujourd'hui, c'est ma deuxième maman."

Un centre-africain de 22ans, à cause de graves problèmes personnels et des violences toujours en cours en Centrafrique, ses projets d'avenir ont été avortés. La seule issue qui s'est alors offerte à lui, "*c'était Europe*", pensait-t-il. Il a donc quitté, seul, Bangui, pour la Turquie. C'est depuis une plage de l'ouest du pays que le jeune homme a ensuite poursuivi sa route, direction l'île grecque de Rhodes. Par deux fois, le bateau dans lequel il avait pris place avec d'autres migrants africains a été violemment refoulé. À chaque fois, les garde-côtes grecs ont pointé leurs armes sur les passagers, et leur ont volé leurs affaires. Le 17 juillet 2022, pour la troisième fois, il est monté dans un bateau pneumatique vert avec une trentaine de personnes, à 5h du matin. Il y avait avec lui une femme enceinte, un petit garçon de 5 ans et un nourrisson. Les nationalités étaient nombreuses : il y avait des Congolais, un Angolais, des Camerounais et aussi des Guinéens. La mer était très agitée. La route a été longue. Ils sont arrivés près de la ville de Lindos vers 17h. Ils ont accosté entre deux plages, sur des rochers et sont tous descendu rapidement du bateau et se sont dispersés. Il a grimpé sur des pierres pour s'éloigner le plus possible, s'est caché : il avait peur que la police vienne les chercher. Au bout de deux heures, il a entendu un bruit bizarre. Il a levé les yeux au ciel, et a vu un drone passer au-dessus de lui. Il a alors quitté cet endroit mais s'est retrouvé nez-à-nez avec un gendarme. Il est parti en courant, car il l'a immédiatement menacé avec son arme. Il a tenté tant bien que mal de redescendre vers la plage. Mais quand il est arrivé sur le sable, il y avait plein de policiers, y compris celui qui pilotait le drone. L'entrée principale de la plage était bloquée par une voiture de police. Alors il a pris un autre chemin, une sorte de piste, avec une jeune fille qui était dans le bateau. Ils ont longtemps, et ont fini par atteindre des champs. Elle, a rebroussé chemin, car elle culpabilisait de laisser son frère handicapé derrière elle. Il s'est retrouvé seul et s'est caché dans un buisson car il avait toujours peur de la police. Il se sentait mal, à cause de l'angoisse et du stress, mais aussi parce qu'il n'avait pas bu d'eau depuis qu'il avait quitté la Turquie. Il était 20h30. Au bout d'un moment, il a fini par sortir de sa cachette. On lui avait donné une adresse avant de partir. Il a appelé un taxi qui l'a emmené là-bas. C'est une petite maison isolée, dans la campagne. Il s'y est réfugié, et y suis toujours. Il y a trois autres migrants avec lui. Il n'ose pas sortir car il a trop peur de se faire arrêter et de retourner en Turquie. Il a eu des nouvelles des autres passagers : beaucoup ont été ramenés dans le pays. Il ne veut

pas, il n'y a rien pour moi là-bas. Et surtout, je ne veux pas retourner en Centrafrique. « *Je ne comprends pas toute cette violence, c'est de la barbarie. Les Grecs traitent vraiment très mal les exilés comme moi. Pour les femmes enceintes et les enfants, c'est exactement pareil. Avant mon départ, on m'avait dit que les policiers étaient violents. Mais je ne m'attendais pas à ça quand même. Je me sens constamment en danger, je suis fatigué. Mais je veux toujours rejoindre la France, la Belgique ou la Suisse et reprendre des études ou une formation. Je veux aller dans un endroit où je pourrais parler librement, où on me respectera.* »

Dans une rue paisible du quartier de la vieille ville de Nancy, Youlia apparaît, clés à la main derrière le portail. Nous suivons cette ukrainienne de 31 ans en longeant par la cour, avant d'atteindre son appartement au rez-de-chaussée. Depuis une semaine, elle et ses deux enfants âgés de huit et quatre ans ont élu domicile dans ce logement social de 70 mètres carrés, entièrement refait à neuf par les services de la métropole. "*Je me sentais bien chez Madame Potin [sa famille d'accueil], mais je ne voulais pas la déranger*", confie Youlia avec un français approximatif, appris lors d'un échange universitaire il y a dix ans à l'Université de Lorraine. La peur d'importuner, qui s'ajoute à une envie d'indépendance. "*C'est incroyable le soutien qu'on reçoit, mais parfois je me sens mal à l'aise à l'idée d'avoir toute cette aide sociale. J'ai envie d'être autonome*," raconte-t-elle. Depuis quelques semaines, cette trentenaire donne des cours en ligne auprès d'étudiants ukrainiens. Pendant la visite de son appartement, qui sent encore la peinture fraîche, nous découvrons une dizaine de cartons entassés dans sa chambre. "*Je les garde, comme ça je suis prête à repartir si besoin.*" Ce n'est pas chose aisée de refaire sa vie ici à Nancy, alors que son mari et ses amis sont restés à Lviv, sa ville natale. "*Tous les jours, je suis les dernières nouvelles de la guerre sur mon téléphone. Oublier ce qui se passe dans mon pays, c'est impossible. Je ne peux pas être heureuse ici*", avoue-t-elle. Dès qu'elle se promène dans les rues nancéiennes, elle "*compare*" constamment la situation avec Nancy. "*Chez moi, les gens ne peuvent pas risquer de sortir pour prendre un café, ici c'est normal*", explique-t-elle. Sortir ? Danser ? Se faire des nouveaux amis ? Impossible pour cette jeune femme, qui a "*mal au cœur*" pour son pays. "*Je ne veux pas de vie sociale à Nancy, je me sentirais coupable pour les gens restés chez moi.*"

<https://www.francebleu.fr/infos/international/je-ne-veux-pas-de-vie-sociale-ici-a-nancy-temoigne-une-ukrainienne-1658508478>